

Aux origines de la résistance irlandaise

Lire en page 12/13

M 1659 - 1248 - 5,00F

du 8 mai au 14 mai 1981

l'humanité rouge

organe
central du **PCML**

**APRES
LE RESULTAT
DE MARCHAIS
AU PREMIER TOUR
UNE DISCUSSION
A POURSUIVRE
ENTRE MILITANTS**

PAGE 14

LE 10 MAI

BATTRE

GISCARD

CE QUE SIGNIFIE LE « LIBERALISME » GISCARDIEN

Ici et là, on s'élève contre ce qu'il est de bon ton d'appeler « l'Etat-providence ». Dans une interview au journal *Les Echos*, Giscard d'Estaing déclarait, le 30 mars dernier à l'intention des patrons : « C'est l'extension de la solidarité nationale, nécessaire dans une période où le chômage s'est malheureusement accru, et où la croissance et donc l'augmentation du pouvoir d'achat des Français ont été ralentis, qui a entraîné l'alourdissement des prélèvements obligatoires. La poursuite de la tendance des dernières années conduirait à de sérieuses difficultés. Notre objectif doit être, désormais, de stabiliser et, si possible, de réduire le poids des prélèvements obligatoires sur l'économie et, tout particulièrement, sur les entreprises. » Le sens de ces propos est très clair : Giscard va consacrer son prochain septennat à réduire les dépenses dites sociales c'est-à-dire les dépenses de santé, de retraite, d'indemnisation du chômage, afin de réduire les « charges sociales » des entreprises.

Alors que tout indique que le chômage continuera à croître dans des proportions considérables, une telle politique signifie l'extension de la misère dans notre pays. Une enquête récente et officielle (mais non rendue publique) indiquait déjà que, ces trois dernières années, la pauvreté s'est développée en France.

Entre autres choses, ce rapport indique que, depuis 1978, le nombre des smicards s'est développé dans tous les secteurs, que plus d'un million de salariés ne touchent même pas le SMIC, que chaque mois 11 000 chômeurs sont privés de toute indemnité. Il précise : « La récente réforme de l'indemnisation ne permet d'indemniser que faiblement les chômeurs de longue durée et pas du tout les chômeurs de très longue durée. » Dans le domaine de la santé, le rapport souligne : « Le décalage entre catégories sociales s'accroît. Non seulement il s'accroît, mais la situation des groupes les plus défavorisés se détériore en valeur absolue. »

Giscard veut aller plus loin.

Dans le même temps, cette politique se traduit par des suppressions d'emploi dans les services publics, au nom de la lutte

Dans la dernière phase de sa campagne électorale, Giscard d'Estaing a multiplié les déclarations contre ce qu'il appelle « la bureaucratisation rampante », l'« étatisation ». Il s'est déclaré partisan de « moins d'Etat ». Par contre, il s'est prononcé en faveur de la « libération de l'économie », pour une société où « l'initiative ne soit pas pourchassée mais récompensée ». Ces thèmes avaient également constitué l'axe principal de la campagne de Chirac. Bien entendu, en période électorale, les politiciens bourgeois ne disent jamais les choses crûment ; ils entretiennent le flou. Aussi faut-il rechercher ce qui se dissimule derrière le vague de leurs propos.

Quelle est la part de la poudre aux yeux et celle de la réalité ? Que veut dire Giscard quand il dénonce la « bureaucratisation rampante » ?



contre « l'étatisation ». Cela signifiera une dégradation du service public, notamment dans le domaine essentiel de la santé ; une aggravation des conditions de travail des travailleurs de ces services ; une aggravation de la situation de l'emploi.

Qui bénéficiera de cette politique ? Vers qui iront les sommes ainsi détournées de la dite protection sociale ? Vers les capitalistes dont, comme dit Giscard, « l'initiative sera récompensée ». Le choix délibérément fait par la politique giscardienne est celui d'une dégradation des conditions de vie des travailleurs, de la paupérisation absolue, au profit de la subvention des activités des monopoles capitalistes afin de renforcer leurs positions dans la concurrence internationale.

Tous les capitalistes, y compris ceux des PME, trouvent leur intérêt dans une telle orientation qui leur fournit une main-d'œuvre sous-payée et accroît leur profits. Quand, à la Porte de Pantin, Giscard agit comme une épouvantable calamité la perspective d'une augmentation de 33% du SMIC, il exprime l'intérêt commun des capitalistes.

De la même manière, quand il préconise de simplifier la législation pour permettre de « libérer les forces productives », il désigne par là une politique visant à développer la précarité de l'emploi, à faciliter les licenciements, l'utilisation de la main-d'œuvre au mieux des nécessités de la production qui à tel moment a besoin d'embauche et à tel autre de licenciement. La législation sociale, de ce point de vue, bloque ces « forces productives », c'est-à-dire les possibilités d'exploitation des travailleurs.

Pour discerner plus précisément encore ce que donnerait l'application de cette politique, on peut regarder du côté des USA où Reagan préconise un programme voisin. Selon une étude officielle du Congrès américain, il se traduira par une dégradation des conditions de vie des 25 millions d'Américains vivant au-dessous du seuil officiel de pauvreté.

Tel est le programme commun de Giscard et Chirac, le sens de ces paroles de Giscard d'Estaing : « Oui, Jacques Chirac a eu raison de défendre les idées de li-

berté, de responsabilité et de lutte contre la bureaucratisation rampante. Puisque je suis le seul à pouvoir en parler au second tour, j'ai le devoir de reprendre ces thèmes. Je le fais d'autant plus facilement que ces idées sont les miennes. »

GISCARD : L'HOMME DE LA CONCENTRATION MONOPOLISTE

Un autre aspect des déclarations de Giscard concerne des contradictions qui se sont développées entre les capitalistes eux-mêmes, et qu'ont exprimées les rivalités entre Giscard et Chirac. Celui-ci, au cours de sa campagne, s'est fait le champion de la dénonciation de « l'étatisme ». De quoi s'agit-il ?

Sous le septennat de Giscard d'Estaing, on a assisté à un renforcement du rôle de l'Etat dans l'économie capitaliste. Il a joué, en effet, un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la restructuration de l'économie. De nouveaux organismes ont été mis sur pied pour engager cette restructuration. Tels que le « Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques ». Celui-ci a pour fonction de financer le développement des monopoles capitalistes dans les secteurs clés de la restructuration, comme le nucléaire. Un haut fonctionnaire déclare à ce sujet : « Les dossiers portent sur des sommes colossales, plusieurs centaines de millions de francs. En disant "j'aide tel ou tel", l'Etat encourage ou condamne. Il faut bien constater qu'il encourage surtout les grands groupes industriels comme la CGE, Saint Gobain ou CII. Le danger est de voir apparaître deux France, celle des puissants super aidés, étroitement liés à l'Etat, et celle des petits, elle aussi dans la main de l'Etat, car assistée pour survivre. » (Le Point 16 février 1981). Un autre haut fonctionnaire déclare : « Cette politique profite en priorité aux grands groupes. Il n'y a pas besoin de les solliciter pour qu'ils présentent des dossiers. Ce sont eux qui exercent des pressions pour obtenir des subventions. Cette politique rapproche les technocrates publics et privés, qui finissent par parler la même langue. » (Le Point 16.02.81).

(suite page 15)

A LA SEMAINE PROCHAINE ...

Battre Giscard le 10 mai, tel est notre but le plus immédiat ; pour cela, nous appelons à voter Mitterrand. Nous appelons à battre le candidat du grand capital, le chef de file de l'offensive anti-ouvrière de ces dernières années. Nous appelons à mettre des bâtons dans les roues d'une politique dont les projets sont extrêmement graves pour les travailleurs. Avec la réélection de Giscard, l'offensive anti-ouvrière pourrait immédiatement se poursuivre et s'amplifier avec la mise en œuvre de ces projets. Du développement du chômage à la remise en cause des droits sociaux, en passant par l'application de la loi Peyrefitte et la montée du racisme d'Etat, voilà ce qu'il faut attendre de la réélection de Giscard. Voilà pourquoi il faut qu'il soit battu.

Nous souhaitons donc que dans une semaine il ait cédé la place à Mitterrand. Ce sera indéniablement un succès pour les travailleurs, pour tous ceux qui, ces dernières années, ont été victimes de cette politique et l'ont combattue. Et l'on pourra s'en réjouir. Mais attention ! Une fois Giscard battu, tout reste à faire. On n'a fait que changer le locataire de l'Elysée ; ce qui est, finalement, bien peu. Il reste à imposer les revendications et les réformes qui marqueront de réels changements. Et cela ne sera pas possible sans lutte, sans l'action de masse des travailleurs. Pourquoi ? D'abord, le patronat n'est absolument pas décidé à répondre positivement aux revendications ouvrières ; il est bien déterminé à continuer à faire prévaloir sa position de force. Il est fermement décidé à continuer à appliquer l'essentiel de ce qu'a été sa politique sous Giscard d'Estaing. Ensuite, l'appareil d'Etat, à ses différents niveaux, dans ses différents rouages, continuera à être rempli d'hommes qui, ces dernières années, ont élaboré et appliqué la politique anti-ouvrière.

Voilà déjà de bonnes raisons. Et puis, enfin, les travailleurs ne peuvent pas compter sur Mitterrand. Il ne s'est pas engagé à satisfaire, au lendemain de son élection, les grandes revendications des travailleurs, à faire face au patronat. Il ne s'est pas engagé à ne pas gouverner avec des forces ayant soutenu Giscard. Bien au contraire, dernièrement, son vieux complice Defferre envisageait la formation d'un gouvernement auquel participerait le RPR. Quand on sait que Giscard et Chirac se retrouvent dans leurs projets anti-ouvriers, cela en dit long sur la confiance que l'on peut accorder à Mitterrand. Au lieu de satisfaire les revendications, Mitterrand préconise des négociations patronat/syndicat pour arriver à un « consensus ». Une telle politique ne vise qu'à tenter d'utiliser la confiance des travailleurs pour les amener à mettre leurs revendications au vestiaire. Il faudra refuser une telle logique ; il faudra lui opposer la voie de l'action pour faire reculer le patronat. Si les circonstances propices créées par la défaite de Giscard ne sont pas mises à profit, si un temps précieux n'est pas utilisé pour l'action mais est perdu en discussions stériles avec le patronat, celui-ci ne tardera pas à reprendre l'avantage. Voilà pourquoi nous disons : pas de trêve pour les luttes !

Et si Giscard est réélu ? L'hypothèse est loin d'être exclue. Les conditions de la lutte seront difficiles mais gare à se laisser aller au découragement. Sans attendre, l'heure sera à organiser la résistance pour la défense de l'emploi, des conditions de vie, des libertés. Avec tous ceux qui voudront mener ce combat.

Alors, à la semaine prochaine ...

Pierre BURNAND

l'humanité rouge

Fondateur : Jacques JURQUET. Directeur politique : Pierre BURNAND.
Rédaction : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Estelle Delmas, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers.

Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau - Administration : Max Durand.

Imprimé et édité par Presse d'Aujourd'hui - Directeur de publication : Jean-Luc Einaudi.

HUMANITE ROUGE - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19 - CCP : 30 226 72 D. La Source - Commission paritaire : 7952 - dépôt légal : 2^{ème} trimestre 1981.

Le 10 Mai BATTRE GISCARD

Décidément oui, il faut battre Giscard le 10 mai; mais décidément non, on ne pourra pas compter sur Mitterrand pour que s'engagent des changements réels; les travailleurs ne devront compter que sur leurs luttes pour faire aboutir leurs revendications. Telle est la conclusion qui s'impose après le face à face Giscard-Mitterrand de mardi soir.

Mitterrand, la politique du flou

Comment ne pas être frappé d'emblée par l'impression d'avoir à faire à deux candidats qui se situaient dans la même optique de gestion du système capitaliste? Dès le départ sautait aux yeux l'immobilisme auquel conduit le réformisme, le maintien de l'action politique dans le cadre du fonctionnement des institutions existantes, le refus de s'appuyer sur l'action et la mobilisation des masses. Giscard d'Estaing avait la part belle pour montrer en quoi le respect des institutions interdisait au gouvernement qui serait constitué par Mitterrand, au lendemain de son élection, de prendre des mesures importantes. Or, Mitterrand l'a répété: il entend bien agir dans le respect de la Constitution. Une telle démarche conduit inévitablement à la paralysie et interdit les remises en cause profondes.

Les propos de Mitterrand ont été dominés par le flou. Pour ce qui est des revendications des travailleurs, il a été fort discret et n'a pas pris d'engagement. Au sujet du SMIC, il s'est contenté de dire qu'il discuterait avec les syndicats pour en fixer le montant. Pourtant, la CGT et la CFDT en ont d'ores et déjà fixé le montant à 3 300 francs. Mitterrand s'est gardé de dire: je porterai le SMIC à 3 300 francs. Et pourtant, y compris, de manière légaliste, il en a

la possibilité. En vérité, il ne veut pas du SMIC à 3 300 francs; il voudrait que les syndicats reviennent en baisse leur revendication. Il veut ainsi se concilier le patronat.

Quant aux autres revendications, en particulier la réduction de la durée hebdomadaire du travail, il a réaffirmé qu'il n'était pas question d'une loi des 35 heures. Elle fera l'objet de négociations, entreprise par entreprise.

Pas un mot non plus pour améliorer la situation des chômeurs.

Dans le domaine des alliances politiques qu'il compte passer pour constituer un gouvernement à l'issue d'élections législatives, là encore il a entretenu la vague. Il est certain qu'il se trouve confronté à des difficultés réelles. Un programme de gouvernement peut-il être conclu entre le PCF et le PS, compte tenu des profondes divergences qui opposent les politiques de ces deux partis, en particulier dans le domaine de la politique internationale? Cela semble difficile. Comment prétendre à la fois dénoncer la politique complaisante de Giscard après l'invasion de l'Afghanistan et gouverner avec un parti qui continuerait à soutenir cette invasion? Compte tenu de ces difficultés, Mitterrand pouvait fort bien affirmer qu'en tout état de cause il ne gouvernerait pas avec la droite, que si un accord

avec le PCF était impossible, il formerait un gouvernement socialiste homogène. Mais à aucun moment dans sa campagne, ni mardi soir, il n'a exprimé ce point de vue. Comme on lui demande ce qu'il fera si une majorité de droite sort des élections législatives, il répond: je resterai là où je suis, j'appliquerai la loi. Ce qui signifie que dans un tel cas, il formerait un gouvernement avec la droite. A une telle démarche, on peut voir que le but de François Mitterrand n'est pas de réaliser des transformations favorables aux travailleurs. Il est clair en effet que gouverner avec la droite y tourne radicalement le dos. Cela saute aux yeux. Apparemment pas à ceux de Mitterrand.

Dans le domaine de la politique internationale, François Mitterrand s'est posé en défenseur de l'Etat d'Israël. Alors que ces jours-ci l'aviation israélienne bombarde les Palestiniens et la population du sud-Liban, y faisant de nombreuses victimes. François Mitterrand dénonce ce qu'il considère être une politique «pro-arabe» de la France. Cela augure mal de la politique qu'il entend suivre au Moyen-Orient.

Au total, les déclarations de François Mitterrand, mardi soir, ont confirmé la nécessité de la vigilance à son égard.

COMMUNIQUE DU BUREAU POLITIQUE DU PCML

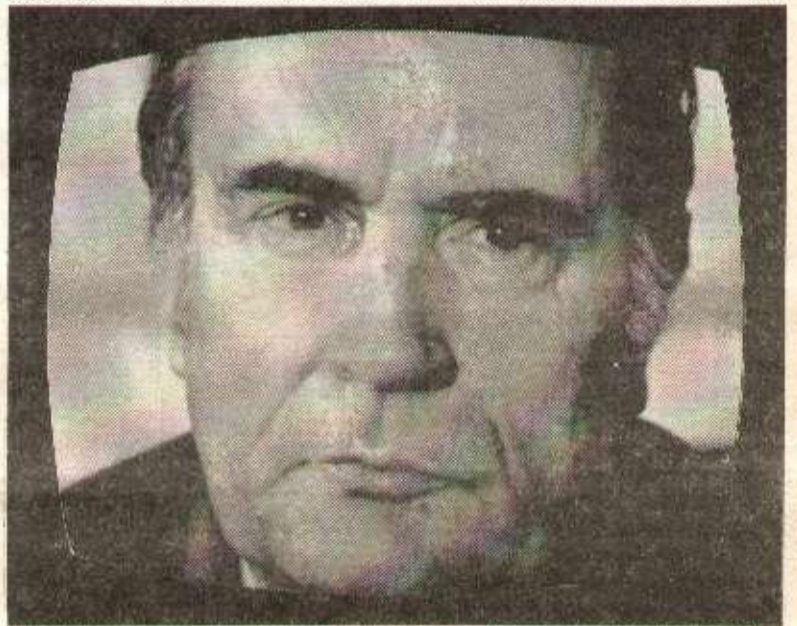
Le Bureau politique du PCML, réuni les 2 et 3 mai 1981, à une semaine du second tour de l'élection présidentielle, appelle à battre Giscard. La réélection de celui-ci entraînerait, en effet, non seulement la poursuite de l'attaque menée ces dernières années contre les travailleurs, leurs droits et leurs acquis, mais son aggravation. Son VIII^e Plan l'avoue en prévoyant 3 millions de chômeurs, la baisse du pouvoir d'achat, l'expulsion de centaines de milliers de travailleurs immigrés. Giscard ne manquerait pas de développer la remise en cause des libertés, en particulier en faisant appliquer sa loi «Sécurité et liberté» visant à criminaliser les actes de résistance de la classe ouvrière.

La réélection de Giscard rendrait plus difficiles les conditions de lutte des travailleurs. Voilà pourquoi il faut battre Giscard, il faut voter Mitterrand.

Mais peut-on faire confiance à celui-ci et attendre de son élection des changements profonds favorables aux travailleurs? S'il a pris certains engagements dans le domaine des libertés et des droits des travailleurs immigrés, bien d'autres questions restent sans réponse. Les clins d'œil au RPR, le flou du programme économique, le refus de se prononcer sur les principales revendications des travailleurs au profit de négociations patronat/syndicats par branche et entreprise, montrent qu'on ne saurait signer un chèque en blanc à Mitterrand.

Les véritables changements, seuls les travailleurs en lutte pourront les imposer. Aussi nous refuserons, comme avec Giscard, tout consensus, tout trêve ou toute pause sociale et œuvrerons à ce que les travailleurs imposent des changements par leurs luttes.

Le Bureau politique du PCML
le 3 mai 1981



PAPON, LE MINISTRE ASSASSIN

Maurice Papon est un membre éminent du gouvernement de Giscard. Il est ministre du Budget. Dans sa dernière édition, *Le Canard enchaîné* révèle que ce monsieur fut, sous l'occupation nazie, responsable à Bordeaux de la déportation des Juifs. Sous son règne, 1 690 Juifs partirent vers les camps de la mort. Des documents, signés de sa main, sont publiés. L'un d'eux est une réquisition de la gendarmerie «pour escorter un convoi d'Israéliens du camp d'internement de Mérignac au camp d'internement de Drancy.»

Le même Papon était préfet de Police de Paris quand, en octobre 61, plusieurs dizaines d'Algériens furent assassinés par la police. Préfet de police, il était encore lors de la répression sanglante qui le 8 février 1962 fit 9 morts au métro Charonne.

Voilà ce que sont les hommes de Giscard, ceux qui font la politique dirigeante de ce pays.

Que ce ministre soit traduit en justice, voilà ce que réclame le caractère imprescriptible des crimes commis contre l'humanité.

Giscard, ces faits qui l'accusent

Comment ne pas ressentir que, mardi soir, la politique de Giscard d'Estaing n'a pas été vraiment mise en accusation, dans toute son ampleur? Il a pu feindre de s'apitoyer sur le sort des chômeurs, lui qui représente le monde des capitalistes, des actions et des châteaux, lui dont la politique a jeté dans la misère des centaines de milliers de familles, a poussé au suicide des dizaines de travailleurs privés de leur droit au travail. Au cours de son septennat, alors que d'un côté la pauvreté s'est développée, de l'autre les profits se sont accumulés pour les monopoles.

Il a pu, une fois de plus, inciter au racisme en appelant à la «reconquête» des emplois occupés par des immigrés. Et l'on repense à ces crimes racistes commis tout au long de son septennat. On se souvient de l'attentat contre le Consulat d'Algérie à Marseille qui fit quatre morts; on se souvient de la rue Copernic. On se

rappelle les crimes fascistes demeurés impunis. Une fois de plus, on l'entend dénoncer les pays producteurs de pétrole, jetant en pâture l'argument avec lequel furent commises tant d'agressions racistes. Cet individu est le représentant du racisme d'Etat.

Il joue l'indignation et l'on se rappelle ces sales affaires qui ont parcouru ces sept ans. L'exécution de son ex-ami et complice de Broglie, prince-trafficant. Les mensonges de son bras droit Poniowski dont on se dit qu'il a été bien discret au cours de cette campagne. Est-il devenu trop encombrant, l'ancien ministre de l'Intérieur? L'homme par qui le sang coula en Corse, à Aléria.

Et l'on repense aussi à ces diamants, à ces territoires de chasse dont son «cher parent», le sanglant Bokassa, lui avait fait cadeau.

Il parle de l'Afrique et l'on repense au Tchad où il envoya ses

légionnaires. De la mort de combien de Tchadiens, M. Giscard d'Estaing est-il responsable? Rien qu'en un combat, la Légion en tua 700.

Et l'on repense à ces avions «Jaguar» qui semaient la mort au-dessus du Sahara, contre les saharouis.

Et l'on repense à ces enfants assassinés en Centrafrique, assassinats que M. le ministre de la Coopération qualifiait de «pseudo-événement».

Il reparle de son voyage à Varsovie et l'on pense au peuple afghan qui continue à combattre l'occupant soviétique. Ce peuple résistant que Giscard qualifia de «rebelle». Il cherche d'absurdes justifications à sa rencontre avec Brejnev alors que la perspective de profits sur le marché de l'URSS était le vrai mobile de sa trahison du peuple afghan.

Voilà, parmi d'autres, quelques-unes de ces choses qui venaient à l'esprit mardi soir.



EUROPE - USA - JAPON LA GUERRE ECONOMIQUE QU'ILS VEULENT NOUS FAIRE PAYER

Les ventes de produits japonais en Europe ont progressé de 36% pour atteindre en 1980, 6,5 milliards de dollars alors que les achats nippons en Europe s'élèvent à 1,6 milliards de dollars seulement. Japonais et Américains viennent de signer un accord qui limite pendant 2 ans, les exportations d'automobiles japonaises aux USA. Aucun accord de ce type ne sera signé avec les pays européens, se sont empressés de préciser les capitalistes japonais. Ces informations, cantonnées au second plan par la campagne électorale, attestent que la concurrence déjà acharnée entre les grands trusts capitalistes ne fait que s'aggraver. Pour y faire face, les patrons des grands monopoles seront amenés à restructurer et moderniser encore plus leur appareil de production. Pour les ouvriers, cela signifiera une exploitation accrue pour ceux qui restent, le licenciement pour tous les autres, notamment dans l'automobile.

Les exportations japonaises se situent jusqu'aujourd'hui dans les secteurs traditionnels tels que la sidérurgie, la construction navale, le textile, touchent maintenant les secteurs de pointe tels que la construction électrique, l'électronique, l'automobile, la robotique.

Rien que pour 1980, les ventes nipponnes en matériel mécanique, électrique et électronique se sont chiffrées à 6,5 milliards de

dollars, soit une progression de 36%. Par ailleurs, les achats des Japonais aux Européens se limitent à 1,6 milliard de dollars. L'excédent commercial japonais est de 4,9 milliards de dollars. Le déficit européen a progressé de 800% en 5 ans seulement.

L'accord signé récemment entre Japonais et Américains, accord qui stipule une limitation des ventes japonaises en matière d'automobiles, laisse présager

une aggravation de la concurrence entre trusts japonais et européens.

Selon les termes de cet accord, les ventes de voitures japonaises seront limitées à 1680000 unités pendant 2 ans. Les ventes japonaises aux USA ont atteint 1820000 voitures l'an dernier. Fin 82 le plafond pourra être relevé, en proportion de l'accroissement du marché US. Ce répit relatif, les trusts japonais détiennent tout de même 20% du marché US de l'automobile, permettra aux monopoles US de l'automobile de souffler en attendant que les gigantesques sommes investies pour «miniaturiser» leur production ne leur rapportent des profits. Dans le même temps, Mitsubishi et Chrysler renforcent leur coopération. On parle même d'une prise de participation de Mitsubishi dans Chrysler qui détient déjà 15% de Mitsubishi. En vertu d'un accord antérieur Mitsubishi fournit sous contrat d'exclusivité, 13% des véhicules vendus par Chrysler sur les marchés canadiens. La firme japonaise va désormais élargir sa gamme et augmenter ses livraisons tandis qu'elle assurera le financement de ses exportations non plus jusqu'au débarquement dans les ports américains, mais jusqu'à la vente. Chrysler détient 15% de Peugeot-Citroën.

Ces accords interviennent dans une situation déjà difficile pour les trusts européens. La baisse de la production automobile dans la CEE pour les 3 premiers mois de l'année est de 20,7%. Les exportations des trusts européens de l'automobile ont diminué de 15%, tandis que les immatriculations dans la CEE ont reculé de 11,3%.

Pas de cadeaux pour les monopoles européens: «les Européens ne doivent pas s'attendre au même traitement de faveur», a déclaré le premier ministre japonais, car «ils n'ont pas de plan de redressement de leur industrie automobile comparable à celui des Américains, et ils ne font pas d'ef-

Il ne manque pas de bons apôtres pour prodiguer aux patrons, conseils et avis, afin de les aider à faire face à «l'agressivité américaine». C'est le cas de Michel Rolant, secrétaire confédéral CFDT, qui vient de présenter devant le Conseil économique et social, un rapport sur «l'évolution économique des Etats unis et ses incidences sur l'économie française». Ce rapport adopté (fait exceptionnel), par toutes les parties en présence, (sauf la CGT absente), constitue une mise en garde contre le sursaut américain, en même temps qu'un mode d'emploi pour exporter aux USA. Prenant fait et cause pour les intérêts du CNPF, M. Rolant a mis en garde les patrons contre le danger constitué par la suprématie en matière scientifique, technologique détenue par les USA.

Il a fait remarquer le haut niveau de rentabilité des PME américaines (10 millions d'entreprises petites et moyennes), soit 97% du nombre total d'entreprises. Les investissements commerciaux français aux USA sont peu importants, bien moins que ceux de la RFA ou du Japon, a-t-il déploré.

Heureusement, «sur le plan industriel, il est vrai, la situation apparaît plus nuancée». Ouf! Nous sommes rassurés. Côté produits de luxe, «la France peut y consolider une situation déjà acquise». Pour les services, «il y a manifestement une place pour les entreprises françaises».

Tandis qu'il s'exalte devant le taux de rentabilité des entreprises et la hausse continue des taux d'intérêt, Michel Rolant se garde bien de préciser à quel prix se réalisent ces profits dans un pays qui compte 8 millions de chômeurs. Lorsqu'il préconise les mêmes recettes pour ce qu'il appelle «la France» ou «les entreprises», il ferait mieux de préciser: pour les patrons français. Les monopoles ne manquent pas d'idées lorsqu'on parle rentabilité, ni de conseillers. C'est toujours au nom de la même rentabilité qu'on licencie ou qu'on aggrave les conditions de travail.

LUTTER A PARIS CONTRE LA LIBERATION DES LOYERS

Bientôt, en juillet, ce sera le deuxième anniversaire des loyers libres. Ceux-ci ont atteint des hausses propres à nous donner le vertige, jusqu'à 140% d'augmentation. Cependant, une loi, celle de 48, gène prodigieusement les spéculations des propriétaires, elle règlemente les loyers des appartements démunis de confort. Aussi, ces deux dernières années, les propriétaires ont tenté de faire échapper leurs appartements à la tutelle de la loi de 48 pour les transformer en loyers libres. Patrick Pourrier, responsable de l'Amicale du 75 rue du Faubourg Saint Martin dans le 10^{ème} arrondissement à Paris, affiliée à la Confédération générale du logement (CGL), a retracé pour nous la lutte des locataires pour les loyers de 48. Son témoignage ne reflète pas uniquement une situation locale, partout en France des locataires, organisés, luttent pour le droit au logement.

Il faut dire d'abord, qu'on ne devenait pas locataire, comme ça, dans les appartements de notre propriétaire. Elle opérait quasiment une sélection à la tête du client, les fonctionnaires étant ses favoris.

En février 79, la concierge décède. Notons à ce propos qu'elle était grassement payée, 300 francs par mois, plus l'appartement, pour s'occuper des poubelles, du courrier etc...! Se pose immédiatement, la remise du courrier. Plus de concierge, pas de boîtes à lettres, pas de courrier acheminé à notre domicile pendant 3 mois. Alors, un jour, le propriétaire nous convoque pour nous remettre les clefs de nos boîtes à lettres, en échange de la modique somme de 130 francs. A dater de ce jour-là, l'organisation des locataires naît. Nous décidons, tous, que nous paierons pas. Puis de fil en aiguille, de réunions en rencontres, nous nous organisons en amicale, affiliée à la Confédération générale

du logement (CGL), 30 locataires sur 40 en sont membres.

Nous enfourchons notre second cheval de bataille; nous jugeons que les loyers que nous payons ne sont pas en conformité, loin s'en faut, avec les loyers de 48 qui devraient être appliqués. Nous engageons 11 procédures, afin de transformer ces loyers libres en loyer 48. L'assignation date d'avril 79, nous n'aurons le jugement final qu'en janvier 80. Nous gagnons, les loyers passent de 700 à 800F, charges comprises, à 200/220F, avec effet rétroactif à partir du jour de la location. Mme Méder, notre vieille dame indigne de propriétaire nous verse 145000 francs nouveaux.

A partir de ce jour-là, nous avons vécu l'effet boule de neige, l'Amicale se renforçant, engageant au nom des locataires, d'autres procès sur l'application de la loi de 48 en matière de loyers. Actuellement, deux sont dans leur achèvement, et deux autres vont débiter (1).

En 1980, l'intrigue rebondit, c'est au tour de la propriétaire de remettre en cause la loi de 48. Elle choisit ses proies, des personnes âgées, qui notons le, sont nombreuses ici et guère riches.

Comme je te l'ai expliqué, à l'instant, lorsque nous, locataires, avons voulu passer de loyers libres en loyers de 48, il nous a fallu passer par la justice, et qu'elle approuve notre droit. Mais, lorsqu'un propriétaire désire faire passer un de ses appartements de la tutelle du loyer de 48 à la libération des prix, il lui suffit de faire appel à un expert, infirmant ses assertions. Le locataire ne dispose que de deux mois pour faire établir une contre expertise. Chose faite, le rapport d'expert déclare que les loyers (de 48) sont bien en conformité avec les éléments de confort de nos

appartements. La propriétaire attaque alors en justice ces personnes âgées et un nouvel expert débarque. Les conclusions de son travail sont édifiantes, non seulement les loyers ne peuvent pas être réévalués, mais ils doivent être baissés; en effet, lorsque le bail a été contracté par les deux partis dans les années trente, les appartements ne disposaient ni d'électricité, ni d'eau chaude.

Actuellement, nous avons entamé un procès collectif sur l'état des peintures, de l'électricité des parties communes, des caves etc... Fait de jurisprudence, c'est la première fois que la justice accepte un procès intenté par une collectivité. Elle reconnaît ainsi que l'Amicale est la représentante des intérêts des locataires. Par ailleurs cette reconnaissance nous permet de réaliser des économies. Auparavant, en effet, chaque procès entraînait des frais de justice.

Nos différends avec notre propriétaire ne s'arrêtent pas là; depuis un an et demi nous versons nos charges sur un compte bloqué. Nous ne pouvons pas obtenir un relevé des charges et pour cause. Nous avons appris que notre propriétaire facturait des charges en les gonflant, à la société HANAN. Celle-ci déduisait la TVA de ses frais généraux, et tout le monde s'y retrouvait. Un seul fait a été omis, c'est que nous réclamions des justificatifs de ces charges...

Propos recueillis par Nathalie VILLOTIERS

(1) Sur la base d'une surface corrigée qui est l'équation de la surface en mètres carrés modifiée par des éléments de confort (aération, par exemple) qui sont à leur tour chiffrés en mètres carrés. Au premier juillet de chaque année, le gouvernement publie au journal officiel, le prix de ces mètres carrés.

fort pour pénétrer le marché japonais.»

Autant dire que les mesures de licenciements prévues dans l'automobile pour la mi-81, si elles ne sont pas

aggravées, ne se feront pas attendre. Les patrons des monopoles vont intensifier leur campagne pour inciter les travailleurs à l'union sacrée contre les trusts japo-

nais et américains. Dans le même temps, ils vont tenter d'acclimater en France, les méthodes d'exploitation qui ont fait leurs preuves dans l'Empire du soleil levant.

NOS INTELLECTUELS

TEMOIGNENT



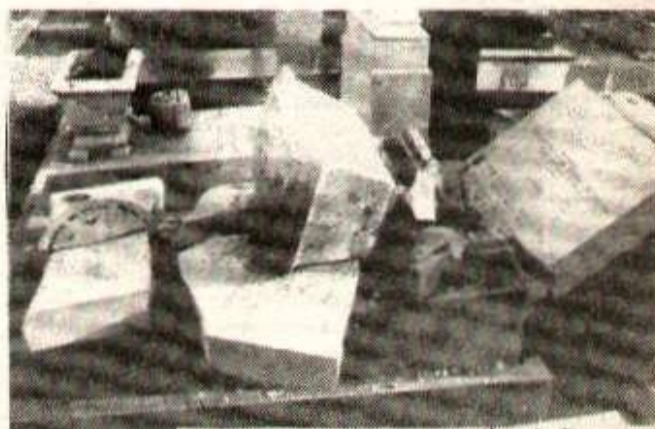
FASCISTES

ILS N'ONT PAS CESSÉ LEURS ACTIVITÉS NI LEURS CRIMES

En 7 jours, cinq manifestations de fascistes. Des profanations de tombes des victimes du nazisme jusqu'à la terreur organisée dans une faculté, voici les éléments que nous avons regroupés ci-dessous. On ne répètera jamais assez que ces gens sont de dangereux criminels, soit dans leurs intentions, soit déjà dans leurs actes. Ils n'existent que pour tuer. Dans la législation française, des lois sont prévues pour réprimer toute expression d'une idéologie raciste. Or à quoi assiste-t-on? Les auteurs de l'attentat de la rue Copernic sont introuvables, Frédérixsen, maître d'œuvre du FNE n'est condamné qu'à une peine de prison avec sursis. Il a pu sans problème, développer à son propre procès, les thèses de Darquier de Pellepoix, selon lesquelles les chambres à gaz dans les camps de concentration servaient à gazer les poux. Mieux, il serait sous protection de la police, semble-t-il. Bonnet, ministre de l'Intérieur, tergiversa avant de dis-

soudre la FANE, mais poursuit en justice les responsables des syndicats de policiers révélant l'existence dans leurs rangs de militants de la FANE. La FANE dissoute, aussitôt après le FNE surgit, affichant son ascendance, jouissant d'une parfaite légalité, avec même un compte en banque. Des tombes juives sont profanées, des militants du FNE suspects, sont aussitôt relâchés. Mais qu'attendre de la police, alors que certains de ses membres commettent régulièrement des tabassages et des meurtres d'immigrés. Qu'attendre d'un gouvernement, dont le président embauche pour sa campagne électorale de 74, des gardes du corps du PFN, dont l'ancien premier ministre, Jacques Chirac, reçoit l'appui inconditionnel toujours de l'extrême droite, du PFN? La revendication de la dissolution des groupes fascistes et de la répression de l'apologie du fascisme reste à l'ordre du jour.

Nathalie VILLOTIERS



Tombes profanées au cimetière de Bagneux.

Le rendez-vous des putschistes

Le 22 avril, 200 anciens putschistes, 200 ex de l'Algérie française se sont rencontrés à bord d'un bateau-mouche, la Galiotte, à Paris. C'est le capitaine Pierre Sergent, qui était à l'initiative de cette commémoration du 20^{ème} anniversaire de la révolte militaire d'Alger, réunissant les chefs militaires les plus actifs de cette tentative de putsch: le colonel Gardes, le colonel Argoud, le patron du 18^{ème} RCP, Masselot, le général de l'armée de l'air Bigot et Pierre Schoendorfer. Pascal Gauchon, leader du Parti des forces nouvelles y avait été invité. Selon les participants, ce «pot» n'aurait poursuivi d'autre but que de se réunir entre «anciens», mais à coïncidence, certains de ces nostalgiques de l'Algérie française étaient quelques jours plus tard les cosignataires d'un appel à manifester le 10 mai prochain «pour



Quelques-uns des ex-chefs du putsch fasciste d'Alger, photographiés le 22 avril dernier. France soir d'Hersant, leur a accordé une large publicité. «Nous recommencerions» disent-ils...

marquer le premier jour de la réaction nationale.» Parmi eux, citons le colonel Argoud coudoyant Jean-Marie Le Pen, responsable du Front national. Enfin, Pascal Gauchon, invité au festin des anciens de l'OAS, responsable du PFN et militant également au CNIP proche naguère des giscar-

diens, appela à voter Chirac: «On rencontre aujourd'hui en faveur de l'appel de la grandeur qu'est celui de Chirac, des personnalités de tendances très diverses, des hommes du centre, des modérés, des gaullistes. Je leur demande d'admettre à côté d'eux la droite. (...) Nous sommes reconnus».

...ET L'ATTENTAT D'AJACCIO «CONTRE» GISCARD ?

Si le gouvernement n'engage rien de concret contre les organisations d'extrême-droite, il sait en revanche utiliser les actes terroristes.

Comment interpréter l'attentat d'Ajaccio? Ni l'UPC (Union du peuple corse) ni le FNLC (Front national de libération de la Corse - mouvement autonomiste et indépendantiste) n'ont commis cet attentat. Pourtant tout a été fait pour accréditer cette idée. La veille de l'attentat d'Ajaccio, un inconnu appelle l'AFP de Marseille, revendique les fumigènes lancés lors du meeting de Giscard à Bastia le 16 avril et précise: «Attention à demain». Interrogé sur ses options politiques, il répond après hésitation, «Heu... tendance autonomiste, c'est ça». Sur le groupe qu'il représente, il déclare: «Ici le groupe Pascal Paoli», le minimum aurait été pour un authentique Corse de prononcer: «Pasquale Paoli», indice d'importance. Cet attentat avait pour but de faire d'une pierre deux coups, premièrement de discréditer le FNLC aux yeux de l'opinion publique, puisqu'il y

a mort d'homme, alors que jamais les attentats du FNLC n'ont été criminels, d'autre part de faire monter la cote de Giscard. Lecat, organisateur de sa campagne, aussitôt après l'explosion de la bombe, décrocha son téléphone, appela les rédactions des chaînes de télévision, de radio, et des journaux pour leur affirmer que la bombe était destinée à Giscard. RTL, Europe 1 et Radio Monte-Carlo, précisèrent néanmoins que l'engin avait explosé dans la salle des consignes, où Giscard ne devait pas passer. Ils reçurent de nouveau un coup de fil de Lecat. «Il faut insister sur le fait qu'on a voulu tuer Giscard». Les radios n'ayant pas opté pour cet ordre, reçurent encore un appel de Lecat, menaçant: «Je saurai, m'en souvenir». Par ailleurs, Deniau, autre porte-parole de Giscard affirmait que cette bombe ferait gagner des points au président. D'autres indices troublants encore. Depuis le 28 décembre 1980, date de l'attentat contre Giscard à Pointe-à-Pitre, des mesures spéciales de sécurité sont

prises à chacun de ses déplacements. Ainsi, lorsqu'il a débarqué à Bastia, le 16 avril, le préfet de Haute-Corse avait donné l'ordre de vider toutes les consignes automatiques de l'aéroport, en revanche lorsqu'il arrive à Ajaccio aucune mesure de protection n'est prise, et une bombe explose. Les auteurs de cet attentat savaient que Giscard serait à 16h30 encore sur la piste d'atterrissage, et ils ont fait exploser la bombe à 16h30 précises. Par ailleurs, la mise à feu a été exécutée par radio-commande, ce qui ne peut être que le fait de professionnels...

LIBRAIRIE JONAS
(Incendie par des fascistes le 9 mars 1981)
Du 9 au 16 mai
Vente
de livres «roussis»

FETE POPULAIRE
Le dimanche 17 mai
Eglise Ste-Hyppolite
Av. de Choisy 75013

Les profanations de Bagneux

Le 25 avril, un des plus importants cimetières juifs de la région parisienne, à Bagneux, a été profané. Des croix gammées et des inscriptions antisémites recouvraient de nombreuses tombes, surtout sur celles des victimes du nazisme. «Mort aux Juifs», «Nuremberg, bientôt la revanche», «Oui à la nouvelle Europe», «Heil Hitler», la veille de la commémoration de la déportation! Tout porte à croire que ces actes fascistes et antisémites sont encore l'œuvre du FNE (Front nationaliste européen) ex FANE, ils ont été revendiqués par le Nouveau front nazi français, dont le sigle est comparable à celui du FNE, et l'emblème de cette organisation fasciste est identique à celui du FNE, des flèches dirigées vers le haut et inscrites dans un cercle. A l'issue de cette profanation, la police interpella onze suspects du FNE, qu'elle relâcha aussitôt après. Frédérixsen, leader du FNE a été interrogé et également libéré. Rappelons que ce nazillon avait revendiqué dans la revue *Notre Europe* des attentats contre des juifs et des militants politiques, et déversait à chaque ligne son idéologie raciste et antisémite, et encensait Hitler. Il n'a jamais été condamné qu'à une peine de prison avec sursis. Il s'est permis de dire après son interrogatoire: «Je préférerais retrouver du travail depuis que ma banque m'a licencié à cause de ma condamnation judiciaire, plutôt que de perdre mon temps à expliquer aux policiers ce que je fais nuit et jour».

Après l'affaire de Bagneux, le MRAP indiquait: «A 6 mois du carnage de la rue Copernic, et après les innombrables attentats de ces dernières années, qu'ils soient antijuifs, anti-arabes ou anti-immigrés, cette nouvelle profanation souligne l'inquiétante réalité des menées néo-nazies en France, favorisées par une impunité quasi totale.»

En effet, les auteurs de l'attentat de la rue Copernic courent toujours; quant aux militants du FNE, ils ne connaissent guère d'entraves à leurs activités. Le FNE a ainsi étendu son champ d'action au Havre, à Lyon, à Rouen, à Aix, à Carpentras, dans la Nièvre et en Meurthe

et Moselle, coupable de 87 manifestations de haine raciale en 1980/81. Ses militants, lorsqu'ils passent en procès s'entendent dire par le procureur qu'il rend hommage «à leur culture, à leur intelligence, à leurs richesses

Déclaration de la cellule de Bagneux du PCML.

Notre cellule exprime son indignation profonde devant la profanation de tombes israéliennes du cimetière parisien de Bagneux à laquelle se sont livrés des émules d'Adolf Hitler. Elle condamne fermement toutes les actions racistes, et conformément à la politique de notre parti, exige un juste châtiement pour les auteurs de cet attentat, ainsi que l'interdiction totale de tout mouvement à caractère raciste, fasciste ou nazi. Elle se déclare prête à participer à toute action allant dans ce sens.

de réelles qualités» (procès le 12 janvier 1981). Bénéficiant d'une parfaite impunité, le FNE entretient des relations constantes avec les organisations nazies d'Espagne, la CEDAD, de Belgique Vlaanus militandem orden, de Turquie, le Parti d'action nationaliste, de Suisse, le Nouvel ordre social, d'Allemagne de l'Ouest, National sozialistische deutscher arbeiter partei.

Le 28 avril, c'est donc sans être vraiment inquiétés que, quatre jours après Bagneux, des nazillons appartenant probablement au FNE, ont profané le monument aux morts de la ville d'Auxerre et le mémorial de Montmuzanot à Dijon, édifié en hommage à 126 résistants fusillés par les nazis. A Nîmes, des néo-nazis ont tracé des croix gammées et des inscriptions antisémites sur des vitrines appartenant à des commerçants de confession israélite.

Coup de force à la faculté

Le 28 avril, des éléments du FEN (Front des étudiants nationalistes), et du GUD (Groupe union défense) ont bloqué l'accès de la faculté d'Assas à Paris, sous le prétexte d'obliger les étudiants à suivre le mot d'ordre de grève qu'ils avaient lancé. Par la force, ils ont tenté d'entraîner les étudiants dans une assemblée générale. Ils ont investi les amphithé-

tres, arrachant les micros des mains des enseignants, lançant des grenades au chlore contre les étudiants, les injuriant «Calez vite», «Tais-toi femelle», à tel point que le recteur qui louait ces organisations, il y a peu de temps, pour leur mérite à maintenir la faculté loin des agitations, appela les forces de l'ordre contre eux.

Attentat à Vincennes ...

Le 29 avril, la Fédération nationale socialiste du Val de Marne, revendique l'attentat à Vincennes contre la voiture de M. Raphael Marciano, qui heureusement, n'en fut pas blessé. Cet homme, directeur adjoint du Centre culturel juif Rachi, boulevard du Port Royal,

dans le 5^{ème}, responsable pour le Val de Marne du Centre communautaire, rassemblant de jeunes israéliennes, avait averti les services de la police, des activités du café de la Kommanderie, lieu de rencontre de l'extrême-droite de la ville.

et à Toulouse

Le 2 mai, 3 attentats ont été commis à Toulouse, contre des locaux appartenant à des organisations d'extrême gauche, revendiqués par la «Mangouste». «Les cafés des Arcades du Capitole seront le prochain objectif. Pour le moment, il n'y a pas eu de mort, mais cela pourrait bien arriver».

Les organisations frappées sont une coopérative ouvrière constituée par des libertaires, le siège d'une des plus anciennes radio libres, «Barbe rouge», et la Ligue communiste révolutionnaire. Celle-ci a déclaré: (...) «Ce sont des fascistes qui ont fait le coup».

IMMIGRATION

LES NOUVEAUX MARCHANDS D'HOMMES

Le système de l'intérim, par lequel le patronat contourne les conventions collectives, les statuts de branche ou accords d'entreprise, institutionnalise la précarité de l'emploi, est alimenté de milliers de travailleurs immigrés (des dizaines de milliers sans doute) jetés dans l'illégalité par des réglementations discriminatoires, par la menace aggravée de l'expulsion à chaque instant, par la politique du pouvoir : au lieu de s'en prendre aux trafiquants, aux exploités, celui-ci écrase encore plus les victimes qu'il pourchasse de ses rafles, de ses contrôles, encourageant ainsi le développement de tels circuits.

Les travailleurs immigrés constituent de gros bataillons, et des plus rentables, dans le circuit des marchands d'hommes : ces derniers peuvent même, s'agissant de sans-papiers, éviter le paiement des charges sociales. Mais ce circuit touche tous les travailleurs, les jeunes en particulier.

L'action des travailleurs immigrés tunisiens à Massy met en lumière le problème (ou tout au moins une partie du problème). Comment fonctionne le circuit? Comment tombent-ils entre les mains des marchands d'hommes? On peut s'en faire une idée à travers ce que disent les grévistes de la faim eux-mêmes ou leurs compatriotes qui ont suivi le même chemin.

D'abord, il y a la misère dans leur pays. L'impérialisme en porte une lourde responsabilité; la France en particulier qui, à l'époque coloniale, et depuis sous d'autres formes, pille les ressources de la Tunisie, lui fait aujourd'hui supporter (comme à bien d'autres pays du Tiers Monde) le poids de la crise capitaliste, par toute une série de mécanismes, de relations et d'échanges inégaux. Aussi, quitter le pays, émigrer, est un recours que bien des tra-

vailleurs sont contraints d'envisager, d'autant que d'autres l'ont fait avant eux, que la pompe est amorcée et fonctionne en quelque sorte.

Ils viennent donc en France, avec leur passeport (comme touristes) le plus souvent, et rejoignent leurs compatriotes de leur région, de leur village, un parent, qui les ont précédés. L'immigration étant de fait bloquée (depuis 1974) par décision gouvernementale, ils se trouvent donc aussitôt dans le circuit des «clandestins».

Pour le logement, ils doivent en passer par les marchands de sommeil et s'entasser dans des chambres, foyers, foyers-hôtels, avec leurs frères venus avant eux. Et pour le travail, ils doivent en passer par les marchands d'hommes qui les attendent, comme leurs frères avant eux.

Ceux-là sont installés du côté des gares de l'Est ou du

Son ampleur n'a cessé de s'étendre au rythme même du chômage, voire plus rapidement. C'est une véritable maladie de la crise que patronat et pouvoir administrent de plus en plus massivement en guise de remède : un remède qui est tout bénéfique pour eux et qui coûte cher aux travailleurs!

Tant que les possibilités de régularisation de la situation des travailleurs immigrés ne seront pas simplifiées, étendues, systématisées, au lieu d'être restreintes et compliquées sans cesse, les officines de marchands d'hommes pourront continuer à fleurir, au détriment des salaires, des conditions de travail, de l'emploi des travailleurs immigrés certes, mais aussi de tous les travailleurs. Et les grands de l'automobile, du textile, de la chimie, de l'électronique ou autre, le patronat dans son ensemble y trouvera des armes contre les travailleurs pour mener aux frais de ces derniers redéploiement et restructurations.

Nord, à Paris. Il y en a sûrement bien d'autres. Ils se connaissent, «travaillent» en relation entre eux, ont leurs spécialités, leurs nationalités.

Ils savent à qui ils ont à faire. Une fiche à remplir simplement, cela suffit. Par précaution, on s'informe des éventuelles visites de contrôle (la fréquence, la dernière...) sur les chantiers où l'on compte envoyer le travailleur; on conseille ce dernier sur la conduite à tenir, comment répondre aux questions... Les employeurs réels ignorent-ils la chose? C'est bien peu probable! Mais ça n'est pas leur affaire, n'est-ce pas...

On peut constituer un vrai dossier, un numéro de Sécurité sociale... et ainsi être en règle pour les prestations, les obligations comptables, etc...

Les emplois les plus favorables sont ceux de courte durée (quelques semaines :

Gilles CARPENTIER après on change); il faut «connaître le métier» (électricien, mécanicien, etc...); moyennant quoi on peut se retrouver aussi bien à Talbot que sur le petit chantier du coin.

Quant aux papiers, il n'est pas impossible d'en acquérir. Mais c'est cher (de l'ordre de 3 000,00 frs pour une carte de séjour), et encore cela ne met-il pas à l'abri de tout contrôle : les cartes vendues sont authentiques (ce qui suppose d'ailleurs que le trafic peut prendre sa source dans les préfectures mêmes) mais il n'y a pas de dossier, pas de trace, correspondant à leur enregistrement, ce qui peut toujours se vérifier et d'autant plus vite que d'importants moyens informatiques sont mis en place à cet effet, en attendant la carte elle-même informatisée. Ces papiers sont nécessaires pourtant pour sortir du circuit de l'intérim...

TALBOT

LES COMBINES DU GROUPE P.S.A.

A la veille des élections professionnelles à Talbot (le 7 mai) organisées par la direction dans la foulée des dernières vagues de licenciements, de nouvelles menaces se précisent, que pouvaient d'ailleurs laisser présager les mesures mises en place dans les derniers mois par les stratèges du groupe PSA.

L'absorption de Talbot par Peugeot s'est traduite... par un découpage de l'unité de Poissy et de ses 19 000 travailleurs en deux entreprises distinctes! Il pourrait bien y avoir là une combine permettant par exemple de déclarer la faillite de l'une (et donc sa liquidation) avec les conséquences qu'on peut imaginer pour le personnel, l'autre étant «préservée» sous le nom de Peugeot.

Comme il se doit, la coupure passe par le syndicat. Ainsi la secrétaire et animatrice du syndicat CGT (Nora Premel), devenue «Peugeot», se voit interdire la participation au CE auquel par contre ses camarades délégués à «l'ancien» CE continuent de participer.

C'est dans ces conditions que vont donc se dérouler les élections, alors que la CGT a été particulièrement visée par les licenciements, que la direction la poursuit pour diffusion à l'entreprise d'un tract sur les élections présidentielles (action poli-

tique!) et que pression et répression continuent de peser sur les militants, sur les travailleurs qui résistent à l'accroissement des charges de travail qui ont suivi les licenciements (la production restant au même niveau, ainsi que le chômage technique!) etc... De plus, la direction refuse pour ces élections des conditions analogues à celles de l'an dernier (les premières à peu près normales).

La résistance à toutes ces manipulations est menée, notamment sur le plan juridique. De même en ce qui concerne les licenciements eux-mêmes, dont un certain nombre ont pu être annulés (travailleurs plus âgés, certains accidentés du travail que la direction avait mis dans la charrette...)

Par ailleurs, le licenciement d'un militant CGT immigré, ayant des responsabilités syndicales au niveau fédéral et «coupable» d'être entré dans l'usine alors qu'il était mis à pied a pu être empêché. Ce militant a refusé la procédure (dont la première phase était une mise à pied de durée indéterminée) et s'est imposé à son poste de travail; l'inspection du Travail a en fin de compte refusé le licenciement. Il est donc toujours dans l'entreprise, quoique mûté aux presses...

G.C.

TELEPHONEZ

NOUS AU
205 51 10

COMELECT
MONTPELLIER

C'est la quatrième grève en quatre ans; c'est dire la combativité des travailleurs (à peu près 120) et de leurs syndicats CGT et FO. Les trois dernières étaient victorieuses, la quatrième menée par 80% des ouvriers et par l'intersyndicale CGT et FO, bloque quasiment toute la production. La production, c'est des châssis d'ordinateurs pour Matra (secteur armée), Comelect étant une sous-traitance d'IBM et de Matra, comme d'autres à Montpellier : Morare, Gelbon, DLM...

C'est pour une prime de vacances égale à 1000 francs pour tous, le maintien du pouvoir d'achat, soit une augmentation de 4% au premier juin, la 5e semaine de vacances souple, la prime d'équipe à 7% au lieu de 6%, que les ouvriers se battent et font appel à la solidarité de tous.

1er MAI

avec la CGT



avec les guadeloupéens

Manifestation marquante ce 1er Mai 1981 : celle organisée le matin, de la place Ménilmontant à la gare de l'Est (en passant par Belleville et République) par l'UTEG (Union des travailleurs émigrés guadeloupéens) l'AGEG (Association générale des étudiants guadeloupéens) et le CASLUPE-GUA (Comité anticolonialiste de soutien aux luttes du peuple guadeloupéen). Mani-

festation soutenue par diverses organisations (dont notre parti) et les étudiants martiniquais et guyanais.

Plus de 400 personnes ont défilé (pour la plupart guadeloupéens) parcourant le marché de Belleville, puis la rue très animée du Faubourg du Temple, lançant avec vigueur et combativité de nombreux mots d'ordres : «Indépendance pour la Guadeloupe», «Libérez les

emprisonnés guadeloupéens» (suite aux attentats attribués au GLA, 5 anticolonialistes guadeloupéens sont en effet emprisonnés et déferés devant la Cour de sûreté de l'Etat), «Peuple guadeloupéen, peuple français, unité, solidarité»... Un tract d'information, largement diffusé le long du parcours de la manifestation était à nouveau distribué l'après-midi dans le cortège de la CGT.

A SAVOIR

HAUSSE DES PRIX

L'indice des prix à la consommation de l'INSEE a été publié pour le mois de mars : il est de 1%. Ce qui fait une augmentation de plus de 3% en trois mois, depuis le début de l'année, 3,1%.

REPRESSION

RATP: Une nouvelle attaque au droit de grève. La direction a décidé de sanctionner les conducteurs de bus qui ont fait grève au mois de mars. 164 conducteurs grévistes ont reçu 800 jours de mise à pied...

RICHIER (Loire): un nouveau procès est engagé devant le Tribunal de Saint Etienne. Suite à une grève d'octobre 80, la direction de l'entreprise Richier à L'Horme et une trentaine de non grévistes réclament à la CGT et à la CFDT de l'usine des indemnités qui totalisent quelques 4 milliards de centimes!

ELECTIONS

PROFESSIONNELLES
USINOR DUNKERQUE: Dans le premier collège, la

CGT a obtenu 36,9% des voix. Avec 12 sièges elle reste majoritaire mais a perdu un siège. FO a obtenu 15,11% et gagne un siège, elle en a 5. La CFDT avec 13,77% perd un siège et en a 4. Dans le 2ème collège, CGC 29% et 3 sièges, FO 17,37% et 2 sièges (plus 1), CFDT 15,64% et 2 sièges, et CGT 13,07% et 1 siège (moins 1).

PRESTIL (Eure): Sur 513 votants, la CGT obtient 72,52% des voix (plus 2,13%), FO gagne 4,24%, la CGC 2,34%, mais la CFT perd 7,96%.

POCLAIN (Plessis Belleville): Sur 1163 exprimés, la CGT gagne 3,47%, la CFDT 13,35%. FO perd 15,19% et la CGC 1,98%.

RVI (Blainville): Sur 4775 votants, la CGT obtient 46,38% des voix avec une progression de 5,28%. La CFDT perd 4,96% et FO 1,2%.

PRINTEMPS (Paris): Sur 2718 suffrages exprimés, la CGT obtient 48,35% des voix (plus 2,89%). La CFDT perd 13,99% des voix, FO 0,04%. Progrès de la CFTC (plus 18,88%) et de la CGC (plus 0,50%).

Le CNPF à l'heure japonaise

Le «cercle de qualité» dernier produit de la gamme antisyndicale

Dans la bataille électorale actuelle, le patronat n'est pas neutre. Ceyrac a, parmi les premiers, apporté son soutien au nom du CNPF, à Giscard, le président des grands monopoles. Le soutien à Giscard, c'est le soutien à la politique de restructuration économique mise en place par le gouvernement. C'est aussi le soutien à l'attaque antisociale que nous connaissons depuis des années, et qui se poursuivra avec le même président.

Car nous ne sommes pas sortis de la crise. Toutes les prévisions des économistes annoncent que le nombre de chômeurs va continuer de croître. Préoccupation pour le patronat français qui veut faire passer ses plans sans risquer les troubles sociaux d'une résistance des travailleurs. Pour étouffer toute réaction de la classe ouvrière, les patrons ont entrepris une vaste opération répressive pour mettre à genoux les organisations syndicales, CGT et CFDT en tête. Les orientations en sont simples : il s'agit de supprimer peu à peu la légalité de l'action syndicale. En la traitant comme de la délinquance. Ainsi les militants syndicaux peu-

vent être passibles de prison, et les syndicats condamnés à de fortes amendes pour fait de grève. La répression physique frappe les hommes, l'attaque financière frappe les organisations syndicales. Sans hommes et sans argent, le syndicalisme peut-il encore relever la tête ? C'est le sens de la trentaine de procès qui sont en cours depuis deux ans.

Ce n'est pas tout pourtant. Depuis longtemps, la bourgeoisie est passée experte dans l'usage alterné de la douceur et de la violence. La carotte et le bâton. Pour arriver à ses fins en matière d'antisindicalisme, le CNPF est en train de mettre au point une nouvelle structure de « dialogue » dans l'entreprise. Une nouvelle structure qui s'appuie principalement sur la maîtrise, et qui a pour but de vider l'action syndicale de tout son contenu concernant les conditions de travail. C'est-à-dire de la vider de tout ce qui lie en premier le syndicat aux travailleurs !

Cette nouvelle trouvaille patronale, ce sont les cercles de qualités, récemment importés du Japon...

Claire MASSON

Il y a quelques semaines, Yvon Chotard, bras droit de Ceyrac, revenait du Japon. Voyage d'étude au pays de la concurrence économique la plus dangereuse de la période. De son enthousiasme, il a fait part aussitôt dans une interview accordée au *Figaro*. Mais il ne s'agit pas seulement d'enthousiasme. Il faut aussi pour les patrons faire passer dans les faits les « acquis » du capitalisme extrême oriental.

« L'adhésion des salariés est une des clés du maintien de notre pays dans le bloc des grands pays industrialisés. » Pour mobiliser les patrons autour des nouvelles exigences sociales de l'époque, le CNPF a organisé le 24 mars dernier une journée de travail sur « le dialogue dans l'entreprise ». L'analyse patronale est en fait assez simple.

« La crise économique a souligné l'interdépendance de l'économie et du social (...) Les entreprises doivent être de plus en plus performantes et innovatrices afin de gagner de nouveaux marchés. (...) Le renforcement de la cohésion sociale est un facteur de compétitivité. Le dialogue dans l'entreprise est donc une chance (!!!...) pour notre économie. »

Peut-on dire plus clairement les choses ?

Voyons un peu comment doit se faire ce dialogue. On pourrait penser que les partenaires du « dialogue » existent déjà dans l'entreprise, puisque la loi a déjà mis en œuvre des structures : les délégués du personnel, les comités d'entreprise. Mais pour les patrons, ces structures qui donnent la parole aux travailleurs à travers leurs organisations syndicales ont le défaut d'exprimer des rapports de lutte de classe : « ... L'activité syndicale n'épuise pas la réalité de la vie sociale de l'entreprise. Le dialogue dans l'entreprise est l'occasion de favoriser l'expression individuelle des salariés ». Le dialogue « doit s'appuyer sur

l'encadrement qui a, en la matière, un rôle privilégié d'animation et de concertation. »

La démarche patronale est sérieuse. Sérieuse et coordonnée. C'est aussi une profonde transformation de la pratique sociale du patronat français. C'est pourquoi le CNPF vient d'amorcer la création de l'AFCEQ (Association française pour les cercles de qualité). L'Association est présentée ainsi : « Aider les entreprises à innover afin de produire mieux et moins cher en associant tout le personnel. » Elle s'inspire des expériences plus avancées qui existent à l'étranger, « notamment au Japon et aux USA ». Parmi ses membres fondateurs on trouve, BSN, Kodak, Lesieur, Philips, PUK, Renault, Rhône-Poulenc, Sicli, Thomson... c'est-à-dire non seulement les plus importantes entreprises de notre pays, mais encore les secteurs d'économie sur lesquels le patronat français mise pour relever le défi industriel mondial.

Le Cercle de qualité est ainsi défini : C'est « une transformation de l'équipe

de travail en force permanente de propositions et d'actions : c'est aussi que chacun des membres, en développant sa personnalité (!!!) contribue au progrès de l'entreprise. » Nous y voilà !

En s'engageant donc dans cette bataille, le grand patronat veut aussi entraîner derrière lui tout le patronat français et modifier l'ensemble des relations sociales. L'engagement des grands patrons montre aussi l'importance de l'enjeu de cette bataille.

Les « cercles de qualité », officiels ou pas encore, existent déjà. Les syndicalistes de Renault-Flins que nous avons rencontrés récemment par exemple (voir HR N° 1246) nous en ont raconté l'esprit et les conséquences néfastes pour les travailleurs.

Car si les patrons parlent de dialogue, de collaboration, il y a une chose qu'ils taisent ou même qu'ils nient : c'est que non seulement ce projet veut contourner les représentants officiels des travailleurs que sont les syndicats. Mais encore que ce projet ne peut se mettre en place que con-

tre les organisations syndicales.

Alors, on le comprend, le dialogue dans l'entreprise sauce patronale, n'est en fait qu'une partie d'un projet beaucoup plus vaste. C'est la face « carotte » d'une médaille dont le pile est le bâton et que nous avons déjà rencontré à plusieurs reprises depuis 2 ou 3 ans : l'offensive massive anti-syndicale, qui vise à lamener les organisations syndicales dès qu'elles s'opposent aux conséquences de la restructuration pour les travailleurs. Ce sont les négociations nationales marathon où les patrons refusent absolument de tenir compte des revendications présentées par les syndicats. Ce sont surtout les multiples procès en cours pour extorquer des réparations aux syndicats après une grève. Ce sont les condamnations à des peines de prison qui frappent les syndicalistes. Les toutes dernières semaines ont vu par exemple trois syndicalistes de la CGT de Seine-St-Denis passer en procès, Peugeot accuser Séguy de diffamation... Courant mai, doit avoir lieu le procès des syn-



Ouvrière du trust Hitachi (Japon)...



Chotard et Ceyrac...

dicalistes CGT et CFDT de l'Alstom-St-Ouen à qui la direction réclame quelques 450 millions d'indemnité pour frais de grève...

Les conflits du travail jusqu'alors réglés par la jurisprudence prud'homale, sont entrés dans le cadre juridique correctionnel, c'est-à-dire sont assimilés aux délits. Casser une banque, voler une voiture ou occuper une usine... bientôt la justice ne fera plus de différence de nature. Les syndicats deviennent une « nouvelle race de délinquants » !

Enfin, moins visible mais tout autant coordonnée, il y a l'attaque générale contre le droit syndical dans l'entreprise. Là encore, les exemples sont multiples. Nous ne citerons que la cas des syndicalistes des Galeries Lafayette dont nous avons déjà parlé (HR 1242). L'offensive est double : dans toutes les entreprises où le droit syndical était plus favorable que la loi — du fait d'un rapport de force important —, les patrons imposent par la force, le retour à l'application de la loi. Dans les entreprises où la loi seule est en pratique, les patrons enfoncent un coin pour ne pas l'appliquer. Ils mettent

ainsi les syndicalistes et les travailleurs au pied du mur d'avoir sans arrêt recours aux « garants de la loi », aux inspecteurs du Travail : combat défensif et épuisant où les patrons comptent sur le découragement, dans une véritable guerre d'usure.

Par là, les patrons ne veulent pas faire disparaître totalement le « partenaire social » qu'est pour lui l'organisation syndicale de classe. Non, ils veulent les conserver, mais pour augmenter les profits et sortir de la crise. Ils veulent des syndicats sans force pour lutter, des syndicats moins au cœur des problèmes des travailleurs, des syndicats qui n'ont plus de base dans l'entreprise.

Ne l'oublions pas, la section syndicale d'entreprise n'existe dans notre pays que depuis Mai 68. C'est une des conquêtes de cette grande lutte de masse. Les patrons jugent que c'est aujourd'hui le moment de revenir à la situation antérieure, quand le syndicat n'avait pas droit de cité dans l'entreprise.

Et ce qu'ils sortent de leur chapeau pour le remplacer... c'est le Cercle de qualité !

ZIMBABWE

Quand les armes le cèdent à la charrue

Il y a à peine plus d'un an, le Zimbabwe (ancienne Rhodésie, comme l'avaient appelé les colons blancs, promoteurs du système d'apartheid) accédait à l'indépendance, rendant à l'immense majorité de la population noire du pays la liberté et la dignité d'être humains. Robert Mugabe, ancien dirigeant de la ZANU, qui a mené victorieusement la lutte armée, est aujourd'hui premier ministre.

Nous publions ci-contre des extraits de l'interview qu'il a accordée à la revue *Le Courrier*.

Si nous avons choisi de consacrer ce dossier au Zimbabwe, c'est d'abord bien sûr parce que, comme nous avons soutenu hier la lutte armée de son peuple, nous soutenons aujourd'hui le Zimbabwe nouveau. Mais c'est aussi et surtout que cette interview aborde, concrètement et compte tenu des spécificités du Zimbabwe, LA QUESTION CRUCIALE pour l'ensemble du Tiers Monde, à savoir : comment sortir du sous-développement, comment promouvoir un développement économique indépendant ?

On le sait, cette question est loin d'être réglée pour le Tiers Monde. Certains pays connaissent un endettement jamais vu à l'égard de l'impérialisme, ils sont complètement dépendants de l'Occident, en particulier des USA, pour leur approvisionnement en céréales, et chaque année, la disette les guette, quand ce n'est pas purement et simplement la famine. C'est cette situation tragique qui a amené un René Dumont à lancer un cri d'alarme dans « *L'Afrique étranglée* », après avoir écrit il y a plus de 10 ans, « *L'Afrique noire est mal partie* ».

D'autres pays du Tiers Monde tentent de s'en sortir mais la voie qu'ils suivent n'est pas rectiligne et doit plutôt être vue comme une somme d'expériences, positives et négatives. Le cas le plus frappant de ce point de vue n'est-il pas celui de la République populaire de Chine qui, après trente années d'expériences accumulées pour sortir du sous-développement, estime que les résultats ne sont pas suffisants et donne une nouvelle orientation à sa politique économique. Et bien sûr, il est encore un peu tôt pour juger des résultats de cette nouvelle orientation économique, lancée depuis à peine 4 ans.

Pour en revenir au Zimbabwe, l'interview que nous livrons ici à nos lecteurs, doit donc plutôt être vue, non comme un « modèle de développement indépendant », mais comme une expérience originale prenant appui sur quelques principes généraux.

Et nous voudrions attirer l'attention sur quelques points importants énumérés en vrac :

1 — développement économique indépendant et amélioration des conditions de vie du peuple sont inséparables.

2 — l'effort doit être porté sur l'agriculture, en premier lieu sur les cultures vivrières permettant au peuple de manger, et non sur les cultures d'exportation.

3 — les prix des produits exportés vers les pays impérialistes doivent être revus en hausse.

4 — dans un premier temps, on est obligé d'avoir recours aux produits, aux prêts et aux compétences des pays impérialistes, mais il faut avoir la volonté politique de mettre ces importations au service du développement indépendant de son pays.

Cette question est particulièrement épineuse car la voie est étroite pour les pays du Tiers Monde. Nombreux sont les pays qui ont eu recours à la technologie et aux prêts des pays impérialistes et qui ont ainsi aggravé leur dépendance économique et politique vis-à-vis du système impérialiste. L'avenir nous dira si le Zimbabwe saura maintenir le cap de l'indépendance.

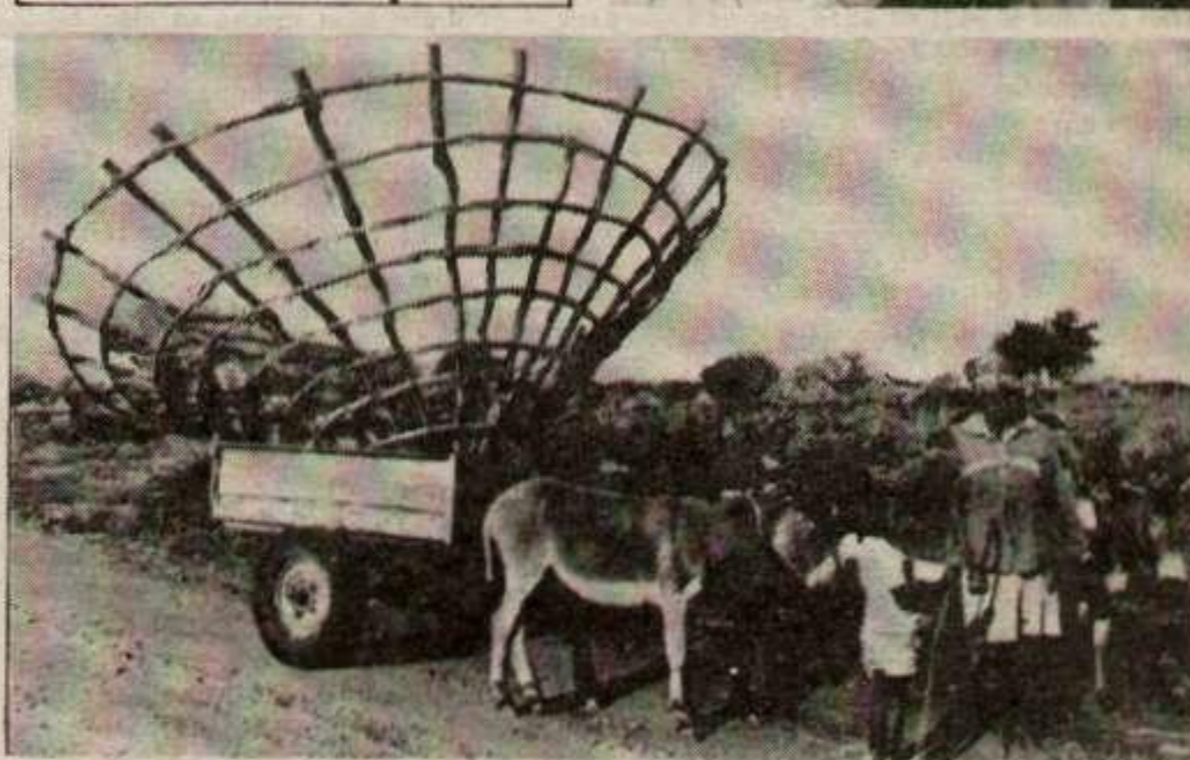
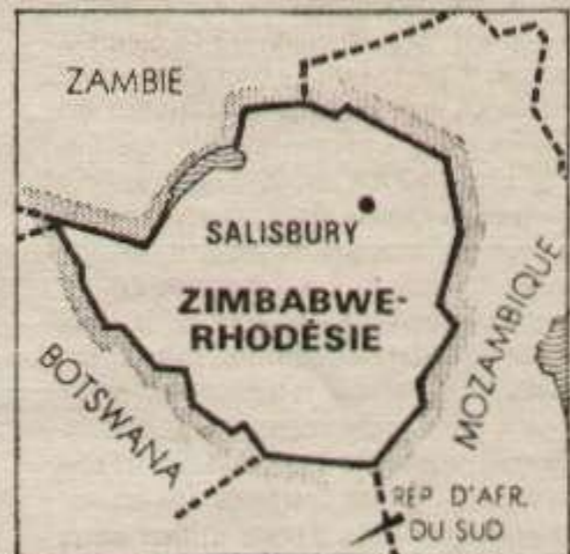
5 — les pays du Tiers Monde doivent s'organiser entre eux, commercer entre eux : c'est un moyen de se rendre moins dépendants de l'impérialisme. C'est peut-être aussi une solution pour certains pays qui, après la victoire de la lutte de libération, se sont vus couper les ponts par les pays impérialistes occidentaux et ont donc été contraints, en l'absence de toute autre possibilité, de s'adresser à l'URSS, glissant ainsi vers une nouvelle forme de dépendance.

6 — les points énumérés ci-dessus ne peuvent être pris isolément. C'est leur association qui peut garantir le succès du développement indépendant.

Claude LIRIA



Ci-dessus : une mine d'amiante. Il s'agit de réduire l'emprise des multinationales sur le secteur minier. Ci-contre : l'accès des Noirs à la formation n'a pu être ouvert qu'en mettant fin au système de discrimination raciale. Ci-dessous : une famille se réinstalle dans sa région d'origine après avoir quitté un « village protégé » du régime Smith.



■ Cela fait un peu plus d'un an que le cessez-le-feu a mis fin à sept ans de guerre. Quel chemin le Zimbabwe a-t-il depuis lors parcouru dans le domaine de la reconstruction ?

(...) Après la guerre, nous nous sommes fixés pour objectifs de travailler pour consolider la paix et notre indépendance, d'assurer la réinstallation de la population ou d'une partie de la population qui était en détresse pendant la guerre en lui fournissant des logements et les outils nécessaires à la culture des terres cette saison et également de réhabiliter les réfugiés et les personnes éloignées de force. On entend par réhabi-

litation assurer la formation de certains, en employer d'autres dans le commerce et l'industrie ainsi que dans les services publics.

(...) Nous avons également commencé à nous occuper des services sociaux afin de modifier véritablement les conditions de vie connues jusqu'alors, notamment en prenant en charge les frais d'inscription scolaire des enfants ainsi que les frais d'hospitalisation, etc. Nous avons réduit les problèmes auxquels étaient notamment confrontés ceux de la catégorie des faibles revenus et nous y sommes parvenus en assurant la gratuité de l'enseignement jusqu'à l'école primaire ainsi que la gratuité des soins médicaux pour ceux qui ont un revenu inférieur à 150 dollars Z par mois. C'est à notre avis, un bon départ.

Par ailleurs, répondant à nos incitations, les gens se sont tournés massivement vers l'agriculture. Beaucoup de maïs a été planté. Il suffit de traverser le pays pour être immédiatement frappé par l'importance qui a été accordée à la culture du maïs. Nous ne voulons pas être exposés au danger de la famine; or, nous avons cru l'être en 1980 lorsque, selon les estimations des agriculteurs, nos stocks alimentaires semblaient peu abondants en raison de la sécheresse qu'avait connue le pays en 1979; par bonheur, on avait fait une sous-estimation et, en fait, on a enregistré une production excédentaire qui nous a sauvés à un moment crucial. Il a fallu prendre des mesures d'incitation à l'égard des agriculteurs. Nous les avons prises sur une base privée et les agriculteurs commerciaux, ainsi que nous les appelons, ont également tout fait pour accroître leur surface plantée en maïs.

(...) Nous sommes d'avis que nous devons mettre en place des services publics sans restriction raciale et ce que nous avons hérité de Lancaster House implique que les services publics devraient refléter la composition de la population.

Par ailleurs, nous avons encouragé l'expansion du secteur privé mais il est évident que cela demande du temps car il faut d'une part avoir des biens d'équipement et d'autre part investir des fonds substantiels. Mais, là encore, on a bien démarré pour les

secteurs minier, agricole, commercial et industriel et nous sommes heureux de constater que ces secteurs emploient un nombre croissant de personnes. En ce qui concerne les travailleurs, nous avons commencé par leur donner un salaire minimum d'environ 70 dollars Z qui a été porté en janvier de cette année à 85 dollars Z. C'est la somme minimum que reçoit quelqu'un qui vient d'être engagé. Nous espérons que la commission des salaires et des revenus qui a été mise en place fera un rapport d'ici mars ou avril à partir duquel nous nous efforcerons de déterminer un salaire réaliste basé sur le niveau de pauvreté, afin que chaque travailleur puisse prétendre à un salaire qui permette, à lui et à sa famille, d'avoir un niveau de vie confortable.

Un entretien avec le premier ministre Robert Mugabe



Paru dans la revue *Le Courrier*

■ Les réformes que vous avez entreprises reposent sur la réconciliation nationale et la notion de pragmatisme économique qui revient à permettre la libre entreprise tout en s'efforçant d'établir une société démocratique, socialiste et égalitaire. Comment parvenez-vous à concilier ces approches apparemment contradictoires ?

Contradictoire, en raison de la situation dans laquelle nous sommes. On ne peut pas remplacer le capitalisme en un jour, ce qui explique qu'une certaine coexistence est nécessaire entre le socialisme et le capitalisme. Je pense qu'il s'agit là d'un processus par lequel beaucoup de pays sont passés. Dans mon allocution du nouvel an, j'ai énuméré les étapes que nous traversons. La première étape a été celle de la lutte pour l'indépendance nationale, celle de notre lutte armée lorsque la nation a dû partir en guerre pour gagner cette indépendance. A l'heure actuelle, nous sommes à l'étape de l'indépendance nationale qui est une étape politique. Nous devons utiliser notre pouvoir politique pour mettre en place le pouvoir économique, ce qui nous donnera l'indépendance économique que nous désirons. Une fois que nous serons certains que les ressources du pays ainsi que les moyens de les utiliser sont entre les mains du peuple zimbabwéen, nous pourrions nous acheminer vers le socialisme. Toutefois, cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas dès à présent commencer; en réalité nous avons déjà commencé ce qui nous fera parvenir à l'étape du socialisme national. C'est donc ainsi que nous concevons l'approche du socialisme.

Il nous faut accepter la réalité qui est que nous avons hérité ici d'une société capitaliste. L'infrastructure est actuellement capitaliste et, à l'intérieur du système socio-économique existant, nous essayons, où c'est possible, de mettre en place une infrastructure pour le socialisme. Nous avons tout d'abord entrepris ceci dans les terres

à gestion tribale ou le secteur soi-disant non-commercial, en établissant un système de coopératives agricoles et c'est pourquoi vous entendrez le ministre des terres, de la réinstallation et du développement rural souligner la nécessité des coopératives. On prévoit parallèlement la mise en place de services sociaux pour l'ensemble de la population. Il est également possible de créer en zone urbaine, des coopératives commerciales et industrielles. Nous devons aussi renforcer le rôle du travailleur en éveillant la conscience de la classe ouvrière. Ceci est vraiment indispensable. Les travailleurs doivent se réunir au sein d'un mouvement syndical unique et, hormis le rôle productif qu'ils ont dans les entreprises, doivent également y jouer un rôle. (...)

■ Votre économie est à la fois diversifiée et dualiste; de l'UDI (1) à l'indépendance acquise l'an dernier, l'économie a été repliée et protégée mais, aujourd'hui, elle est exposée aux tendances mondiales comme la récession et l'inflation. Quelles sont à votre avis les perspectives d'avenir pour l'économie du Zimbabwe ?

Nos efforts portent sur l'augmentation de nos facteurs de production dans l'économie soit par injection de capitaux soit par une main-d'œuvre spécialisée. (...) Ce que nous ne pouvons pas contrôler, ce sont les écarts enregistrés sur les marchés extérieurs ou encore les tendances de la structure des prix à l'étranger qui, dans certains cas, sont provoquées par les prix du pétrole qui ne cessent d'augmenter.

Ce sont des questions qui nous dépassent de loin mais nous pouvons dans une certaine mesure les influencer également en utilisant les forces conjuguées des pays en développement dans le but d'assurer que nos produits ne soient pas soumis, à l'étranger, à des mesures arbitraires au niveau des prix. Il m'arrive de penser parfois que nous sommes manipulés par les pays développés. Toutefois nous devons faire en sorte que les pays développés participent véritablement au développement de nos économies en réduisant pour nous le prix des biens d'équipement et en augmentant l'aide accordée sous forme de compétences. Nous avons besoin de techniciens et bien entendu d'aide pour former notre propre personnel spécialisé.

Si les pays développés sont prêts à coopérer et à comprendre que nous devons mettre en route un processus qui nous permettra de parvenir à un développement réel, alors ils nous viendront en aide et nous accorderont un maximum d'assistance. Nous ne voulons pas d'un ordre économique qui soit défavorable aux pays en développement en ne favorisant que les pays développés. Nous voulons au contraire un nouvel ordre international dans lequel nos produits recevront un traitement équitable. (...)

Je pense que nous pouvons retirer de gros avantages de l'association avec la CEE qui est un marché présentant d'énormes avantages pour les pays en développement et, en fait, le seul du genre dans toute la communauté internationale. Nous pensons qu'un certain nombre de choses que nous pouvons produire ici sont nécessaires à l'Europe et peuvent entrer sur le marché de la CEE. Notre appartenance à la Convention de Lomé nous donne une possibilité certaine de débouchés pour ces produits. Nous sommes heureux que certains contingents aient été déterminés pour des produits comme le sucre ou la viande de bœuf et nous espérons que nous serons d'une année à l'autre assurés de ce débouché. En outre, les relations avec la CEE nous fournissent l'occasion d'avoir des relations bilatérales avec ses membres pris individuellement. (...)

Ces pays participeront au développement de notre économie en nous accordant des prêts à des conditions souples. Nous avons la possibilité d'obtenir des

biens d'équipement partout où c'est nécessaire étant donné que des pays comme la France, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne sont très développés et ont des biens d'équipement en abondance dont nous avons besoin pour notre développement industriel, agricole et minier. En ce moment, nous prévoyons l'électrification de notre réseau de chemins de fer; des appels d'offres ont été lancés et nous avons passé plusieurs contrats avec la Grande-Bretagne et un avec un groupe d'entreprises entre autres allemandes, françaises et belges.

■ Quelles sont, à votre avis, les perspectives de coopération régionale en Afrique australe ? (...)

(...) Nous ne voulons rester isolés ni au plan politique ni au plan économique. Je pense que le programme le plus nécessaire pour les pays de cette région est d'établir entre eux des liens économiques; les relations politiques existent depuis longtemps étant donné que ce sont les Etats de la ligne de front qui ont démarré les programmes d'aide pour les mouvements de libération. Ce qu'il faut faire maintenant, c'est, à partir de cette relation politique, mettre en place des relations économiques qui nous permettront de travailler ensemble, de nous venir en aide mutuellement et de développer des services en commun et une relation économique commune. Il faut établir un marché commun régional en nous vendant les uns aux autres les produits qu'il aurait été nécessaire autrement d'acheter à l'étranger. Pourquoi acheter des textiles à la Grande-Bretagne alors qu'ils sont produits dans la région? Pourquoi exporter du sucre à l'étranger alors que le pays voisin en a besoin? Et le système de transport? Ne pouvons-nous pas l'améliorer en essayant ensemble de faciliter l'écoulement des marchandises vers tous les marchés qui s'offrent à nous? Nous nous réjouissons d'appartenir au groupement régional des neuf (2).

(...) Notre groupement régional est également un groupement politique et, bien entendu, nous sommes tous membres de l'OUA.

(...) Nous voulons voir la Namibie accéder à l'indépendance parce que son indépendance renforcera la situation politique et économique de la région. La Namibie pourrait alors se joindre aux efforts des neuf autres pays.

En ce qui concerne l'Afrique du Sud, nous pensons que la politique d'apartheid qui a été condamnée par l'ensemble de la communauté internationale doit être renversée et nous soutenons à ce propos les efforts dont font preuve les mouvements de libération d'Afrique du Sud, le PAC et l'ANC (3), pour parvenir à remplacer ce système. (...)

Ce groupement (des neuf Etats d'Afrique australe) a pour objectif de diminuer la dépendance de ses membres vis-à-vis de l'Afrique du Sud ainsi que vis-à-vis de tout autre pays développé incitant à une trop grande dépendance. Nous dépendons nous-mêmes beaucoup de l'Afrique du Sud; en effet nos débouchés vers la mer traversent le Mozambique mais également l'Afrique du Sud. Nous développons l'utilisation des voies d'accès du Mozambique et plus elles seront fréquentées et utilisées, moins nous dépendrons des voies qui traversent l'Afrique du Sud. (...)

(1) UDI : « Unilatérale déclaration d'indépendance »; la déclaration unilatérale d'indépendance proclamée par Ian Smith en 1965.

(2) SADCC : Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe.

(3) PAC : Panafrikan Congress. ANC : African national Congress.

■ Tu m'as dit que tu étais originaire de Massy, tu étais dans une bande, je crois ?

J'étais un loulou de banlieue classique. On s'était tous connus à l'école, et puis après, on se croisait dans les troquets, les boums. C'est comme ça que j'ai commencé à rentrer dans les bandes. C'était pas les grosses combines, ils tiraient des caisses, des mobs, des conneries, quoi. Plus tard, je suis monté à Paris et là, je fréquentais les rockers de Richelieu-Drouot, j'avais le perfecto, les santiags, j'avais pas la banane, hein, mais j'avais vraiment la mentalité rocker. En fait, je zonais surtout avec les hells.

■ C'était quoi, tes études ?

Sixième de transition, cinquième de transition, j'ai toujours passé une classe au-dessus, mais toujours en transition. J'étais jamais au niveau. Après, j'ai fait une quatrième pratique et une troisième pratique et puis, j'ai dû choisir un métier. Moi, depuis toujours, je voulais être éleveur de chevaux ; mais il fallait le niveau BEPC. Alors, j'ai choisi un autre métier, je voulais travailler à l'air libre, maçon, ça me plaisait pas, je me suis inscrit comme menuisier mais il n'y avait plus de place, ils m'ont proposé la charpente, alors j'ai fini par accepter. J'ai appris le métier et j'ai travaillé trois ans dans la même boîte et là, j'ai connu une fille que j'aimais vraiment d'amour, et puis j'ai quitté ma boîte, et comme les sous se faisaient plutôt rares, j'ai bossé en intérim, et je me suis barré de chez mes vieux pour aller vivre avec ma femme.

■ Tu disais tout-à-l'heure que tu étais sérieux avant. C'est à partir de là que tu as commencé à faire des « conneries » ?

Ouais, c'est-à-dire que je me barrais souvent, je rentrais dans les troquets et quand il y avait un mec qui me plaisait pas, je lui cassais la tête. J'étais vachement excité, j'avais toujours un surin sur moi. En plus, je m'entendais plus tellement avec ma femme, elle était malade, elle faisait des crises de tétanie. Je sortais souvent le soir, et puis je rapportais pas tellement de fric, je le gardais pour moi. Un jour, je lui ai dit : « vaut mieux qu'on se quitte » et je me suis barré.

■ A ce moment-là, tu avais définitivement rompu avec ta famille ?

Ouais, je les voyais plus, surtout parce que ma femme était beaucoup plus vieille que moi, elle avait trente-trois ans et ça leur plaisait pas. Comme j'avais plus de sous, je vivais en squattant. Je vivais du côté de la Gare de Lyon. On était une trentaine là-dedans, les trois quart, bien sûr, se droguaient, mais moi, j'ai jamais touché à ça ; un jour, les flics sont venus avec les mitraillettes et les chiens et ils nous tous virés. Après, j'ai galéré à droite et à gauche pendant trois mois, et puis j'ai été à l'armée.



Dissolution de la légion

La Légion étrangère vient de célébrer ses 150 ans. Sous le septennat de Giscard, son rôle a été remis au premier plan et on a assisté au déploiement d'une propagande visant à améliorer l'image de marque de ce « corps d'élite ». Il y a quelques années, la population corse avait revendiqué sa dissolution à la suite de plusieurs assassinats commis par des légionnaires. Cette exigence fait partie de notre programme d'action. La Légion étrangère est l'instrument des guerres coloniales et, si besoin un jour s'en fait sentir, de la répression antipopulaire. Son passé, son encadrement, son recrutement, ses méthodes, ses missions, sont contraires à une défense nationale effective. Elle est conçue pour être isolée et hostile au peuple. Elle est l'instrument forgé pour les plus sales missions. Il y a très peu de temps encore, elle se livrait, au Tchad, à la torture, aux exécutions sommaires, aux massacres. L'existence d'un tel corps est une menace pour les peuples du Tiers Monde, en particulier d'Afrique et des colonies françaises, mais aussi pour les travailleurs français.

Giscard d'Estaing en a fait le fleuron de ses « forces d'intervention ». Quant à François Mitterrand, il ne prévoit nullement sa remise en cause. Or, son existence même contredit la possibilité d'une politique de solidarité avec le Tiers Monde et de défense des intérêts des travailleurs français.

Voici deux témoignages sur la Légion. L'autre côté, le vrai. L'un est extrait de *Gueule*, l'autre du journal allemand *Stern*.

■ Tu n'as pas eu l'idée de te faire réformer ?

Non, parce que j'y arrivais plus. C'était de plus en plus dur de trouver du boulot et de le conserver. Je me disais que je serai logé, nourri, tranquille. Je me suis fait pistonner pour faire mon service dans la marine, outre-mer. L'armée, ça me posait pas de problème. La politique, ça m'a jamais intéressé. Je m'en fous complètement, même des élections. J'ai été à Nouméa, j'ai vu du pays : l'Australie, Singapour, Barhein et puis je suis revenu à Paris, à Clichy, j'étais complètement fauché.

■ Tu n'avais pas l'idée de rempiler ?

Non, j'avais toujours envie d'être menuisier. La Légion, j'y avais pas encore

pensé à ce moment-là. Mais le boulot se faisait de plus en plus rare. J'étais très branché avec des loubards qui faisaient des casses et j'ai bien cru que j'allais plonger avec eux. Alors, j'ai eu peur et j'ai pensé à me renseigner pour aller m'engager. J'ai d'abord essayé le ministère de la Marine. Je me suis inscrit et ils m'ont dit d'attendre deux ou trois mois. C'est à cette époque que j'ai fait une connerie qui m'a décidé à tenter la Légion. J'avais bouffé un soir dans un restaurant avec un copain. On n'avait pas de fric, à la fin du repas, je suis allé voir le patron pour lui expliquer le truc. Il a appelé les flics. Je suis passé en flags et j'ai pris quinze jours avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve. Ce

jour-là, j'ai vraiment décidé de m'engager dans la Légion.

■ Tu savais qu'on pouvait tirer un trait sur son passé ?

Oui, mais je savais surtout qu'on pouvait s'engager rapidement et sans problème. Quand j'avais fait mon service, j'avais pas été déçu par l'armée. Obéir aux ordres, ça m'emmerdait pas. Je suis allé au fort de Nogent pour prendre des renseignements et le sergent m'a dit que je pouvais rester tout de suite. J'y tenais pas spécialement et j'ai galéré encore quelques semaines. Puis j'ai signé pour cinq ans, en juillet 1975, j'avais tout juste 19 ans.

■ Comment ça s'est passé à partir de ce moment-là ?

J'ai discuté avec des sous-officiers, ils me posaient des questions : pourquoi je m'engageais, quelles idées j'avais sur l'armée, si j'avais fait de la taule. Au lendemain de mon arrivée, on m'a pris mes habits, mes papiers et on m'a donné un treillis. J'ai fait toutes les corvées pendant une semaine.

■ Et après Nogent ?

Après Nogent, je suis parti à Aubagne et c'est là que ça a commencé à se gâter. Dans le bus qui t'amène de la gare de Marseille jusqu'au camp, on te prévient : t'es pas ici pour rigoler. On va faire de toi un homme. A Aubagne, les bleus sont séparés des gradés et des légionnaires déjà anciens. On passe d'abord dans un service de sécurité où on doit raconter sa vie depuis la naissance. Là, on apprend à renier tout ce qui, pour toi, peut être plus important que la Légion. Et enfin, tu changes d'identité, d'état civil. Tu deviens Belge, Suisse ou Canadien.

■ Il n'y a pas de Français dans la Légion étrangère ?

Les deux tiers sont Français en rentrant, mais plus après. Si on le désire, on peut reprendre son identité au bout de trois ans. Mais en fait, peu de types le font pour des raisons d'antécédents judiciaires. Après trois semaines à Aubagne, on passe devant les orientateurs pour choisir son unité. Moi, j'ai choisi le 2ème REP (Régiment étranger de parachutistes) basé à Calvi. C'est là que commence vraiment l'apprentissage de la discipline légionnaire. Pour aller pisser, pour fumer une cigarette, pour aller discuter avec un copain, tu dois à chaque fois demander l'autorisation au caporal-chef de jour, en récitant ton nom, ton matricule, ton grade, ton affectation, etc... Il m'est arrivé plusieurs fois de me faire casser la gueule pour manquement à la discipline. Pour les punitions, tu as droit au château d'eau ; c'est la taule avec 70 centimètres d'eau en permanence. Tu y passes le jour et la nuit et tu ne sors que pour les corvées les plus dégueulasses.

■ Tu peux résilier ton contrat ?

Au bout de six mois, tu peux demander à résilier ton contrat. Le sergent exa-

mine ton cas : il accepte ou refuse. Dans ma compagnie, sur 43 hommes, trois ont demandé la résiliation et un seul l'a obtenu.

■ En quoi consiste l'entraînement ?

Déjà tous les matins, un cross de neuf kilomètres. Puis du maniement d'armes, parcours du combattant, close-combat, etc... Enfin, tu as l'entraînement « spécial outre-mer », c'est-à-dire qu'on te largue dans le maquis avec deux ou trois types et deux rations de combat, et tu dois te débrouiller pendant deux ou trois jours...

Un jour, on nous a averti que notre compagnie partait au Tchad. Quinze jours après on était dans l'avion. Arrivés là-bas, on nous a dit de ne pas nous éloigner du camp, ou alors de prévenir la sentinelle, de lui dire l'endroit précis où on se rendait, combien de temps on y restait. De toutes façons, il était interdit de sortir seul.

arrivait derrière et disait « dépêchez vous, on n'a pas que ça à foutre ».

■ Est-ce qu'on vous avait expliqué pourquoi vous étiez là ?

C'était l'époque de l'affaire Claustre. On était tous plus ou moins au courant de ce qu'il se passait. Avant de partir, on nous avait dit qu'on allait faire la guerre contre les rebelles pour maintenir la liberté au Tchad. On s'attendait pas à ça.

■ Combien de temps es-tu resté au Tchad ?

Six mois. Au bout de quatre mois, la compagnie de relève est arrivée. On leur a appris à vider un village et on est rentrés en France.

■ Comment ça s'est passé, le retour ?

Déjà, on a touché un paquet de fric. On a eu droit

1971 : le caporal Hans-Joachim Faust (25 ans) parle au journal *Stern* du supplice de l'eau : « Le prisonnier est allongé sur le dos, pieds et poings liés. Avec un bout de bois calé entre les dents, on lui tient la bouche ouverte. S'il s'avise de gueuler, on remplace le bout de bois par un couteau, ça le calme. »

Il raconte aussi : « Le prisonnier était déjà blessé. Du sang giclait de sa cuisse perforée. Son short blanc se teintait de rouge. Du sang coulait également en rigoles le long de ses jambes. Des soldats de l'armée nationale tchadienne lui avaient sectionné les tendons. Comme il ne parlait toujours pas, ils l'ont pendu, par les pieds, à un arbre, et ils ont allumé dessous un feu de broussailles. »

« C'est encore le meilleur moyen de lui délier la langue a dit un sous-officier, celui qui se balance au-dessus des flammes se met à chanter. »

« Mais le type se taisait toujours. Du noir, je l'ai vu tirer au blanc, sous la cendre qui montait vers lui et l'enveloppait. La chaleur fit craquer sa peau qui s'éplucha comme un marron grillé. »

« Maintenant, vous pouvez le redescendre, je doute qu'il se mette encore à table, dit le lieutenant. »

« Deux heures plus tard, le type avait "rendu sa gamelle" comme nous disons dans la Légion. »

Puis, nous avons été pris en mains par les anciens de la compagnie qui étaient là depuis plusieurs mois. Quand ils partaient vider un village, on les accompagnait, mais on ne faisait que regarder et surveiller les alentours.

■ Qu'est-ce que ça signifie exactement « vider un village » ?

Eh bien, on encerclait le village et les autres tuaient tous ceux qu'ils voyaient, y compris les femmes, les enfants et les vieillards.

■ Tu n'as jamais participé ?

Si, après un mois, juste avant de partir pour un raid, on nous a dit qu'on allait faire le boulot directement. Comme on trouvait souvent sur la route des corps de légionnaires ou de parachutistes mutilés, on avait la haine des Tchadiens, alors on arrivait dans les villages et on zigouillait tout le monde. Des fois, on chopait une nana, on la foutait à poil, mais on la violait pas. Elle essayait de draguer plus ou moins les gars pour sauver sa peau et quand on en avait marre de jouer, on la butait, ou alors on lui mettait une grenade déguepillée dans les pans de la robe. Au début, c'était dur. Avec les vieillards, ça allait encore, mais quand il fallait buter les mômes, c'était difficile. Alors le sergent

à 30 000 francs de prime pour le Tchad, 15 000 au départ et autant à l'arrivée. De retour à Calvi, on a été isolés pendant deux mois. Il était interdit d'avoir des contacts avec des civils et même d'écrire. Au bout de ces deux mois, j'ai demandé ma mutation au REC (Régiment étranger de cavalerie) dans les blindés, à Castelnaudary. J'ai été promu caporal, j'ai fait l'instruction des bleus. J'y suis resté jusqu'à ma libération, en juillet 1980.

■ Tu n'as pas voulu rempiler ?

J'avais envie de faire autre chose. C'est pas que j'étais écœuré, mais j'avais envie de changer un peu.

■ Tu n'as plus jamais eu de contacts avec la Légion ?

La Légion ne te lâche pas. Au moment de l'invasion libyenne, j'ai pensé qu'on me rappellerait. Dans ces cas-là, ils rappellent tous les anciens légionnaires, surtout ceux qui sont toujours célibataires, et sans emploi fixe. Ils ont des moyens très efficaces pour faire pression sur toi.

■ Lesquels ?

....., de toute façon j'aurais peut-être pas dit non à cause des avantages financiers. Et puis après tout ce que j'ai vu je n'en ai plus rien à foutre...

POUR RASSEMBLER LES HOMMES ...

« La poésie est dans la vie (...) elle livre un combat pour rassembler les hommes. » ainsi Eluard définissait-il la poésie en 1952. « Rassembler les hommes », 30 ans après, cet objectif, que le grand poète communiste assignait à la poésie, est plus actuel que jamais. Avec la brochure « Poésie des 5 continents », le Centre d'information interpeuple de Grenoble entend organiser la solidarité avec les peuples baignés.

Le Centre d'information interpeuple, lancé en mai 80 à l'initiative de plusieurs comités, associations qui veulent, selon leurs propres termes, développer l'information sur « le racisme, la famine, les multiples atteintes aux libertés et aux droits des peuples et des minorités, la torture, l'impérialisme sous ses différents formes, les ventes d'armes. »

Cette pochette éditée par le Comité interpeuple comprend 120 poèmes sous formes de fiches. 120 poèmes pour informer afin d'être mieux solidaire. Un recueil dédié à tous les peuples qui luttent pour leur libération.

Léon CLADEL



NICARAGUA Si je meurs

Si je meurs
Je ne veux pas
que sanglotent hypocritement
les sangsues du peuple.
Je ne veux pas que me pleurent
ces chiens qui dévorent
les gens par troupeau.
Je ne veux pas
que leurs larmes acides
stérilisent mon œuvre.

Le monde des innocents
pourrait croire
que j'étais des leurs.
Rien que d'y penser
me rend malade.

J'ai défendu ma liberté
dans l'existence.
Mais ils ont tout
et ils voudraient encore
poser leurs griffes sur mon œuvre
si je meurs.

Non, car mon œuvre
est du peuple!

Qu'ils boivent
leurs larmes amères!
leurs larmes amères je les ai vues
brûler les pauvres
comme lave en fusion.
J'ai vu leurs larmes
consoler les veuves des paysans
pour de suite les tuer
de famine.
Je les ai vus tuer
les leaders des pauvres
- pauvres comme eux -
pour de suite les pleurer
en funérailles somptueuses.
J'ai vu les travailleurs
accidentés
pour manque de sécurité.

J'ai vu la face de ces chiens
ventrus
chagrinée
j'ai vu leurs larmes acides
et je les ai vus ensuite
les achever à coups de pied
comme des chiens efflanqués

Non qu'ils ne pleurent pas
ma dépouille!

Pour commander s'adresser à : Comité d'information interpeuple,
tous les jours de 18 h à 20 h à la Maison des associations, 2, rue
Berthe de Boisieux à Grenoble - 38 000.



J'ai souffert de leur faute
d'amers silences,
car ils étaient les plus forts.
J'ai retenu mes sanglots.

Non!
Qu'ils ne me pleurent pas!

Mais je vais crier
jusqu'à ce que je meure
pour que mangent mieux
mille chiens maigres
qu'un chien gras, gavé de nourriture
et piétinant les restes
pour que n'en mange personne.
Je sais, je sais qu'ils m'ont
dans la ligne de mire de leurs revolvers
Aussi je taille mes vers
à grands coups de hachette,
mon emblème
et j'écris à toute vitesse
pour le cas où
la mort m'atteigne.

(Gaspar Garcia LAVIANA)

Laviana Gaspar : Militant-poète sur
le Front sandiniste, lutte avec le peuple
nicaraguayen contre l'une des dictatures
les plus sanglantes d'Amérique latine,
celle de Somoza. Il meurt en 1978 lors de la
première tentative insurrectionnelle. En testament,
ce poème trouvé récemment.

ALGERIE On enterre à Nanterre

Je suis sorti de mon enfance
comme on sort du bain
j'ai couru vers l'Eden-France
bâti de châteaux en Espagne

J'ai couru vers ma vie d'homme
comme l'enfant vers sa mère
Ma vie, ce toit de chaume
figé quelque part à Nanterre

Pleure le vent et chantent les rigoles
s'exhale le haschiche et coule l'alcool
craquent les baraques
et fuit la baraka des cracks

Grincet les lits
et grésillent les bougies
frissonne mon corps transi
et s'écroulent mes châteaux

Quelque part dans un ghetto
Quelque part en France
Une à Une pourrissent en silence
Mes lépreuses espérances

On enterre les chimères
tous les jours à Nanterre
Je le sais et nul ne l'ignore
les marchands de sommeil se font croque-morts

Les dimanches et les jours fériés
pour ressusciter, pour rêver
pour m'évader, pour voyager
Je me penche sur mon passé
au temps où je rêvais de Paris

Là-bas, quelque part dans mon pays
Des enfants rêvent de sortir des taudis
Et leur père et leurs grands frères
saturés de soleil, repus de misère
rêvent d'une France sans Nanterre
où l'on enterre
la main d'œuvre étrangère.

(Hamid Guemriche - travailleur immigré
à Grenoble)

POLOGNE Cessez de nous dire sans cesse pardon

Cessez de nous dire sans cesse pardon,
De répéter que vous vous êtes trompés,
Regardez nos visages fatigués
Gris et frippés comme notre vie.

Cessez de faire appel
A notre dignité et à la discipline du travail :
Essayez enfin de réfléchir
Avant de dire : chers concitoyens.

Assez de vouloir nous convaincre que nous sommes
Bêtes, anarchistes et manqués d'expérience.
Au lieu de rafistoler ça et là
Commencez le changement par vous-mêmes.

Assez de tromper le peuple,
De fermer les yeux, de vous cacher la tête,
De nous offrir, en guise de dignité et de culture,
Les flots d'alcool de la régie.

Cessez de nous diviser, de semer la discorde
A coups de primes et de privilèges,
De taire les faits qui vous gênent
Et de falsifier l'Histoire.

Rendez leur sens à tous les mots
Pour qu'enfin ils ne sonnent plus creux,
Pour qu'enfin, dignes, nous puissions vivre
Et travailler, solidaires entre nous.

Cessez de nous dire sans cesse pardon,
De répéter que vous vous êtes trompés,
Regardez plutôt, nos mères, nos femmes
Grisées et fripées comme notre vie.

(Poète anonyme - Gdansk - Pologne)
(Paru dans Solidarnosc - 25 août 1980)

LES FAUCONS DE LA NUIT

de Bruce Malmuth

J'avais l'intention de vous
parler du dernier film de Pa-
trick Dewaere, « Plein Sud » ;
mais l'ouvreuse ayant omis
de me remettre la notice ex-
pllicative qui doit accompa-
gner cette œuvre brouillon-
ne et hermétique... j'ai rien
pigé au film. D'ailleurs, à
part l'anatomie de Clio Gold-
smith, y'a pas grand-chose à
étudier dans ce navet pour
intellectuel dépressif. Ayant
plus d'une corde à mon arc,
et des flèches plein mon car-
quois, je vous parlerai donc
d'un autre navet qui, lui, a
le mérite d'être clair. « Les
faucons de la nuit » que ça
s'intitule.

Sylvester Stallone est le
producteur de ce navet de
« série B ». Abandonnant ses
rôles de syndicaliste ou de
boxeur sonné, le voilà qui
vaut nous parler d'un sujet
grave et d'actualité, le terro-
risme. Et, d'après les quel-
ques réflexions que j'ai en-
tendues à la sortie, les
leçons qu'il tire et les me-
sures qu'il préconise ont un
impact sur le public. C'est ça
le plus grave.

Contre les prises d'otages,
les attentats et autres actes
de violence qui perturbent
la paix de nos si tant démo-
cratiques pays occidentaux,
il faut utiliser une violence
encore plus dure. Seul
moyen d'empêcher que ces
actes se reproduisent. Bien
sûr tous les terroristes sont
des « marxistes », des « révo-
lutionnaires » qui veulent par
leurs actes instaurer un mon-
de nouveau où le goulag
serait roi. Ces gens-là n'ont
aucune morale et il faut des
méthodes nouvelles et ap-
propriées pour les com-
battre. Une idée que Stallone
n'a pas inventée, un certain
Raymond Marcellin, entre au-
tres, après un Munich san-
glant, avait eu l'idée d'une
unité spéciale d'intervention
qui s'est concrétisée, quel-
ques années plus tard, par la
création du GIGN. Cette uni-
té de supers flics a déjà plus
de 300 interventions à son
actif et, en particulier, la ré-
dition de l'hôtel Fesch... la
fameuse fois où de vilains
terroristes corses avaient em-
bêté de gentilles barbouzes.

Répression sélective... car
quand un groupe de fachos
investit une faculté comme à
Assas, notre GIGN se garde
bien d'intervenir. Because,
les tenants de la démocratie
ne l'ont pas appelé à la res-
cousse. Contre les tueurs
d'extrême-droite, les gardiens
de la paix suffisent...

Le terrorisme est un pro-
blème certain, qu'il s'intitule
de droite ou de « gauche »...
Mais dans tous les cas, le prin-
cipal responsable est le capi-
talisme. Le capitalisme qui
engendre l'injustice, qui op-
prime, spolie et n'hésite pas,
suivant la conjoncture et la
politique de l'heure, à utili-
ser lui-même le terrorisme,
par groupe fascistes interpo-
sés. A chaque phénomène, il
y a une cause et la cause
principale a pour noms capi-
talisme et impérialisme. Ce
sont eux qui sont derrière les
actes fascistes et racistes, ce
sont eux qui créent l'oppres-
sion qui pousse certains à
des actes désespérés...

Claude DHALLUIN

LIBAN

Le jeu criminel des phalangistes et d'Israël

Les raids meurtriers incessants contre la population libanaise et palestinienne au Sud-Liban, l'armée israélienne a franchi une nouvelle étape qui risque d'avoir de graves conséquences sur la paix au Moyen Orient, en abattant le 28 avril, deux hélicoptères syriens de la Force arabe de dissuasion (FAD), présente au Liban.

Ce lundi 4 mai, les négociations devaient s'ouvrir entre la Syrie et les phalangistes, regroupant des extrémistes de droite s'intitulant chrétiens, et opposés à l'accueil des réfugiés palestiniens. On sait que les Phalanges ont à plusieurs reprises joué un rôle de jeu allant tout à fait dans le sens

(...) Il y a 5 ans, les chars syriens étaient entrés au Liban, à la demande du président Suleiman Frangieh, en tant que Force arabe de dissuasion, constituée de différentes unités arabes mais surtout syriennes, pour maintenir l'équilibre entre les diverses fractions libanaises qui se combattaient depuis avril 75, et s'interposent entre les deux camps.

C'est surtout pour éviter une défaite au camp phalangiste et à ses alliés, que Damas était intervenue, et avait été très critiquée par une partie de l'opinion mondiale, notamment parce que ceux qui subissaient les coups les plus rudes des armées syriennes étaient les Palestiniens et les progressistes du Mouvement national libanais.

Zahlé, ville chrétienne, orthodoxe à 70%, et maronite à 20%, venait alors d'expulser les quelques musulmans qui y vivaient encore. (...)

Ce 9 avril 1981, je n'ai pu approcher Zahlé que de quelques kilomètres (...). Ainsi à près de 5 années de distance, Zahlé était devenu un bastion chrétien assiégé par son ancien protecteur. Comment en était-on arrivés là ?

Les alliés avaient changé de camp. (...) Les Phalangistes, le parti de Pierre Gemayel (en arabe les Kataeb) s'étaient implantés à Zahlé quelques mois auparavant.

ET LES PHANTOMS ISRAËLIENS

L'armée syrienne, attaquée régulièrement par de petites unités phalangistes,

des ambitions israéliennes. Aujourd'hui, les Syriens demandent aux Phalangistes de condamner explicitement les agressions et la politique annexionniste d'Israël. Nul doute que cette question est en effet décisive pour que des négociations aboutissent, évitant ainsi le pire qui pourrait être une division du Liban et/ou une nouvelle guerre au Moyen Orient. Du 7 au 11 avril, le président de l'Association de solidarité franco-arabe (ASFA), Lucien Bitterlin, a effectué un voyage au Liban. Nous publions ci-dessous des extraits de son article paru dans Hebdo TC, qui permettront à nos lecteurs de mieux comprendre comment ce nouveau conflit entre la FAD et les Phalangistes a pu se produire.



des soldats de la FAD enlevés et assassinés, la prise en mains de Zahlé par les Phalanges, ont fait que les Syriens ne pouvaient agir autrement, c'est-à-dire lancer une offensive d'envergure contre le fief des Kataeb, afin de déloger les « Forces libanaises » (c'est ainsi que se nomment également les milices chrétiennes phalangistes), avec les conséquences que l'on sait qui ont abouti aussi au pillonnage d'Achrafieh, le quartier maronite de Beyrouth-Est.

Après avoir expliqué que tous les chrétiens du Liban ne sont pas phalangistes et que 360000 d'entre eux vivent en dehors des zones contrôlées par Gemayel, ce qui fait tomber à l'eau la thèse du « génocide des chrétiens par les Syriens », l'article poursuit : Et pendant ce temps, les phantoms israéliens poursuivent leur escalade dans la région de Nabatieh et à proximité de Beyrouth, puisque le 10 avril, c'est entre Damour et Dahlamé que les chasseurs bombardiers ont frappé les

populations civiles libanaises et palestiniennes. (...) « Les habitations et les plantations des libanais du sud, qu'ils soient chrétiens ou musulmans, sont détruites tous les jours par les Israéliens. On ne paraît guère s'appuyer sur leur sort ». (...)

« Où sont les voix françaises qui s'élèvent si fort quand Achrafieh ou Zahlé sont bombardées et restent muettes après les massacres du Sud-Liban, les écoles frappées de plein fouet, ou les centres vitaux civils incendiés au napalm ? » (...)

Les Palestiniens ne considèrent pas que leur présence au Liban, terre d'accueil pour les exilés, est une fin en soi. Il n'est pas question qu'une partie de ce pays devienne territoire palestinien. Mais le plus cher désir de l'OLP et de ses alliés libanais, et ce pourquoi ils luttent de toutes leurs forces, c'est qu'arrive enfin le temps où les réfugiés de 1948, 1967 et leurs descendants, pourront retourner chez eux en Palestine et constituer un Etat souverain sur toute parcelle de leur territoire libéré. Mais ce qui est l'évidence même, c'est que l'attitude des Phalanges va à l'encontre totalement de cet objectif car ce n'est que par l'union des Arabes, de tous les Arabes, chrétiens et musulmans, qu'il sera possible d'infléchir les Israéliens. (...)

CAMBODGE

La duperie des élections fait long-feu

Les autorités d'occupation annoncent pour le 1er Mai des « élections législatives » au Kampuchea dans le but de légaliser l'administration mise en place par les Vietnamiens.

D'après des témoignages dont nous avons pu avoir connaissance, il ne s'agit que d'un simulacre dont l'objectif n'est pas l'organisation d'un pouvoir populaire, mais la tentative de faire reconnaître le fait accompli de l'occupation par la communauté internationale. Ainsi ce réfugié khmer, N.T., qui déclare : « Dans cette élection (...) les seuls candidats autorisés à se présenter sont ceux qui ont été éduqués et endoctrinés pendant des années à Hanoi. En fait, nous pensons que ceux qui seront élus sont les membres du parti qui sont plus vietnamiens que les vietnamiens eux-mêmes : Heng Samrin, Pen Sovann, Chea Sim, Hum Sen, Bon Thang ».

Dans le Bangkok post du 22 mars 81, Theh Chongkhatdikij rapporte : « Les élections locales ont déjà commencé. Elles se tiennent au niveau des hameaux, villages et districts. A chaque niveau, un comité est dirigé par un président choisi par le gouvernement et comprend le chef de la sécurité, le chef de l'armée et la présidente des organisations féminines. Le comité propose une liste de six candidats parmi lesquels il faut en choisir quatre. » Mais il y a un piège. Les candidats doivent satisfaire à certaines conditions : ils ne doivent pas avoir été responsables dans un gouvernement précédent, ils ne doivent pas avoir été lié au Kampuchea démocratique, aux Khmers serei ou à d'autres forces de résistance. Ils ne doivent pas avoir montré de sentiment anti-vietnamien. Ils doivent être courtisés avec les soldats vietnamiens. Les Vietnamiens sont assurés que seuls des représentants pro-vietnamiens se-

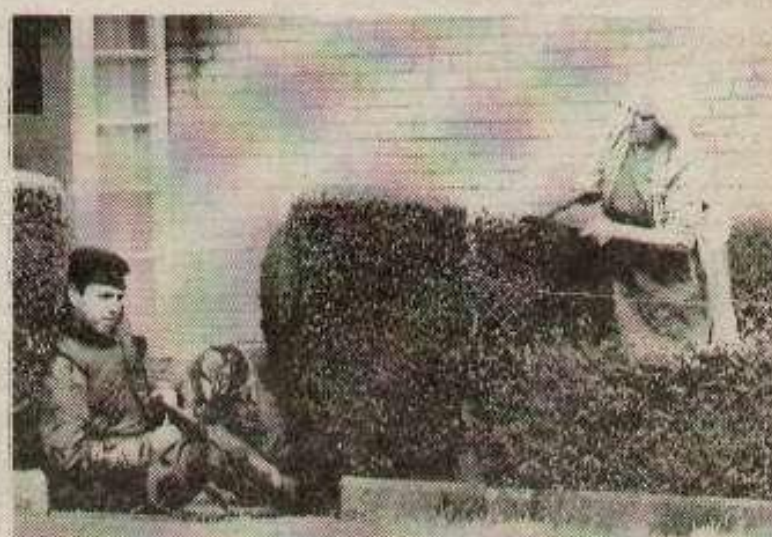
ront élus. » Le témoignage d'un autre réfugié nous éclaire sur le fonctionnement de l'administration d'occupation : « Dans l'administration comme dans tous les secteurs publics, à chaque poste d'une certaine importance, il y a toujours un Vietnamien qui supervise. Désormais, les Khmers en place ne peuvent prendre aucune décision. Ils doivent en référer au conseiller vietnamien, chaque fois qu'ils veulent faire quelque chose. » Dans des endroits éloignés du pays, ce sont les Vietnamiens eux-mêmes qui font l'administration et la police. (...) Certainement, donc il y a du mécontentement chez les responsables khmers. Toutefois, ils n'osent pas le montrer par crainte d'être éliminés ou transférés vers une destination inconnue. De plus, les responsables khmers importants sont généralement des gens qui ont été formés à Hanoi depuis 1960. La

plupart des Cambodgiens haut placés ont des femmes vietnamiennes. » Ces témoignages sont accablants pour les dirigeants vietnamiens et leur marionnette Heng Samrin et font voler en éclat la prétendue « libération » mise en avant pour justifier l'agression.

Un certain nombre de pays ont déjà dénoncé cette manœuvre des dirigeants vietnamiens, parmi lesquels la Chine, les Etats-Unis et surtout les pays de l'ASEAN. Monsieur Carlos Romulo, président du Comité permanent, a en effet déclaré qu'« on ne saurait reconnaître comme valables » ces élections.

En France, la plupart des organisations khmères ont exprimé leur désaveu de ces élections, manifestant ainsi en fait une convergence de vue dans la lutte contre l'agresseur vietnamien.

Aux origines de la résistance



CE QUE RECOUVRE L'OPPOSITION ENTRE CATHOLIQUES ET PROTESTANTS

Télévision, radios, journaux parlent communément des troubles entre protestants et catholiques en Irlande du Nord.

En fait, cette contradiction bien réelle en recouvre une autre, plus fondamentale : la contradiction jamais résolue entre le peuple irlandais dominé depuis sept siècles et le colonialisme britannique.

Traditionnellement de religion catholique, le peuple irlandais est favorable aux revendications nationalistes des républicains.

Accessoirement protestante, la communauté anglo-écossaise d'Irlande du Nord est la descendante des colons britanniques qui ont occupé l'Irlande au moyen d'une guerre d'extermination contre le peuple originaire du pays. Par son origine, cette communauté « protestante » s'est toujours identifiée aux conquérants et à l'impérialisme britannique. En Irlande du Nord, c'est elle qui détient les rênes du pouvoir politique et économique. Jamais irlandaise, plus vraiment, britannique, cette communauté est très marquée par une idéologie d'extrême-droite, allant jusqu'à constituer des groupes para-militaires responsables de pogroms.

Le drame de cette communauté, c'est que les capitalistes et autres gros bourgeois « protestants » ont réussi à convaincre les ouvriers protestants de ne pas avoir recours à la lutte des classes contre eux, au nom d'une pseudo-« communauté d'intérêt » face au « péril nationaliste ». C'est pourquoi, sauf en 1932 où ouvriers protestants et catholiques défilent au coude à coude contre le chômage, la partie protestante de la classe ouvrière a été gagnée à la collaboration de classe, par ses propres exploitateurs.

La communauté protestante, encore nommée loyaliste ou unioniste, est bien sûr hostile à une réunification de l'Irlande et favorable au maintien de l'Ulster dans le Royaume-Uni — avec des variantes.

En 1905, création de Sinn Fein (« Nous seuls »), parti politique représentant la fraction de la bourgeoisie

irlandaise la plus nationaliste. Cette fraction de la bourgeoisie a intérêt à l'indépendance de l'Irlande pour pouvoir se constituer en bourgeoisie nationale dirigeant une Irlande libre. Sinn Fein est opposé aux actions armées menées par les républicains irlandais. 1911 : les républicains irlandais, organisés dans l'IRB, (Fraternité républicaine irlandaise) décident d'infiltrer Sinn Fein. L'IRB est sous la direction de la petite-bourgeoisie radicalisée des villes et elle reçoit un large appui des paysans. Elle est favorable à la violence révolutionnaire contre la colonisation britannique. Dorénavant, Sinn Fein sera donc représentatif des aspirations des différentes classes sociales qui le composent. Mais c'est une union fragile où l'aspiration commune à l'indépendance nationale recouvre aussi des intérêts divergents selon l'appartenance sociale. 1912 : les protestants conservateurs, descendants des colons britanniques, financés entre autres par Kipling, créent leur milice armée : l'UVF, aujourd'hui suppléant par l'UDA (Ulster défense Association), groupe para-militaire d'extrême-droite, responsable d'assassinats et de pogroms contre la population catholique. 1913 : pour répondre à la création de l'UVF, les

républicains irlandais créent un corps de volontaires en armes : Volunteer Movement. L'ÉMERGENCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE IRLANDAISE. 1913 : la classe ouvrière de Dublin se met en grève générale. Connolly, le leader de la grève, dirigeant du syndicat irlandais, est un marxiste nationaliste. Il décide de créer l'Armée des citoyens irlandais (ICA) pour répondre à la violence de la bourgeoisie et mener l'insurrection nationale pour l'indépendance de son pays. Lénine dira de cette armée qu'elle fut : « La première armée rouge en Europe ». Prenant contact avec les Volontiers de l'IRB, Connolly prépare ses troupes à l'insurrection. Sinn Fein s'oppose au mouvement. 1915 : après plusieurs hésitations (— faut-il ou non conserver l'indépendance de la classe ouvrière dans une organisation armée qui lui soit propre ?), Connolly accepte de fonder l'ICA et l'IRB dans une « Armée de la République d'Irlande ». Dorénavant, on parlera de l'IRA ; Connolly en est élu commandant en chef.



Les Paques Sanglantes. Pâques 1916 : Connolly et les autres leaders répu-



QUELQUES DIFFICULTÉS PROPRES AU MOUVEMENT NATIONALISTE IRLANDAIS

Le mouvement républicain en Irlande du Nord qui a pour objectif explicite une Irlande indépendante, socialiste et démocratique, est confronté à une série de difficultés objectives et subjectives, spécifiquement irlandaises.

Sans entrer ici dans le détail des scissions de l'IRA entre Officielle et Provisoire, il faut noter :

1 — Au nord, suite à la division de l'Irlande en 1922, le peuple irlandais, de religion catholique, est minoritaire par rapport à la communauté protestante qui l'opprime. Il y a environ un million de descendants de colons britanniques (« protestants ») contre environ 500 000 Irlandais d'origine. C'est une situation quasi-unique au monde, et l'on mesure les conséquences négatives que cela entraîne sur la force du mouvement nationaliste.

2 — Par le biais d'un « chômage institutionnalisé », les patrons « protestants » cherchent à empêcher la classe ouvrière irlandaise de devenir la classe ouvrière de la production industrielle. On préfère employer des ouvriers protestants. Exemple, aux chantiers navals de Belfast en 1970,

sur 10 000 travailleurs, 400 seulement étaient d'origine irlandaise. Aujourd'hui, dans le quartier de Bogside à Derry, 50% de la population est au chômage. C'est dire les difficultés qu'a la classe ouvrière d'origine irlandaise à peser sur l'économie, par exemple en essayant de paralyser la production par des grèves. 3 — Malgré plusieurs tentatives depuis une dizaine d'années, le mouvement républicain a toujours été marqué par une conception militariste de la lutte, au détriment du travail en profondeur dans la classe ouvrière. C'est ainsi que, à l'exception de l'insurrection de 1916, les nationalistes de l'IRA n'ont jamais réussi à opérer la jonction entre la lutte pour l'indépendance et le mouvement ouvrier. D'autre part, le mouvement ouvrier a rapidement été dominé, après la première guerre mondiale, par la social-démocratie qui n'avait pas hésité à soutenir le traité de division de l'Irlande en 1922. Si la classe ouvrière regarde avec sympathie les actions de l'IRA, elle n'est pas pour autant une force vive dans le mouvement républicain.

blicains lancent l'insurrection de Dublin. Ils proclament la Déclaration d'indépendance. Mais isolée, la ville est bombardée par les soldats britanniques. Les républicains se rendent, la répression est terrible ; Connolly est fusillé avec ses camarades. Les socialistes anglais du Labour Party, adoptant une position chauvine, condamnent les insurgés de Dublin. 1919 : après quelques années de répit, l'IRA lance ses premières attaques contre la police dite « irlandaise » et exécute des dirigeants politiques et militaires britanniques. L'IRA passe de 3 000 à 15 000 hommes. C'est le début d'une guerre de guérilla qui va durer jusqu'en 1922.

Sinn Fein, auréolé du prestige de l'insurrection de 1916 qu'il n'a pas voulu, se renforce de militants républicains. En 1919, il crée un parlement clandestin. En 1920, 21 des 32 com-

tés d'Irlande sont contrôlés militairement et politiquement par l'IRA et Sinn Fein. On peut parler d'une situation de double pouvoir face à la domination britannique. Mais des contradictions surgissent entre les Volontiers de l'IRA et des dirigeants de Sinn Fein : l'IRA encourage les paysans sans terres à s'emparer des terres des gros propriétaires, surtout britanniques, tandis que Sinn Fein voit dans ces actes une menace ultérieure pour les gros propriétaires terriens irlandais qu'il représente. D'avril à décembre 1920, les contradictions s'accroissent quand les ouvriers et les paysans pauvres établissent leur pouvoir dans plusieurs localités et comtés : le drapeau rouge flotte sur Limerick, Wicklow et Cork, à Belfast, dans le comté de Waterford, de Munster, de Leitrim. Dans le comté de Clare, les paysans pauvres s'emparent des terres, mais

au lieu de se les partager, décident de les cultiver collectivement.

La peur s'empare de Sinn Fein qui appelle le peuple à cesser « cet état d'anarchie ».

Mais la peur s'empare aussi de la Grande-Bretagne qui envoie des mercenaires en renfort pour semer la terreur et venir à bout de la résistance.

Décembre 1920 : conscient que l'armée britannique ne pourra reprendre les comtés contrôlés par Sinn Fein et l'IRA, le gouvernement britannique a une idée de génie pour prévenir sa défaite. Il propose à Sinn Fein l'autonomie des 26 comtés du sud à majorité républicaine mais le maintien des 6 comtés du nord-est dans le Royaume-Uni. Ces six comtés qui constituent aujourd'hui l'Irlande du Nord sont à la fois les plus industrialisés, en opposition au sud agricole, et ceux où les descendants des colons protestants sont majoritaires.

Décembre 1921 : les représentants de la bourgeoisie irlandaise dans Sinn Fein acceptent la proposition et signent un traité où ils reconnaissent que le sud qu'ils dirigeront, sera un dominion britannique.

Ainsi Churchill a gagné : il préserve la présence britannique au nord, assure la domination néo-coloniale au sud, tout en semant la division dans Sinn Fein et l'IRA.

Janvier 1922 : l'IRA éclate entre pro et anti-traité. Le gouvernement du sud, en même temps à la tête de Sinn Fein, décide de venir à bout des occupations de terres et d'usines qui menacent son pouvoir et lance la guerre contre les républicains.

LA GUERRE CIVILE

Le 28 juin 1922, le gouvernement du sud assiege les républicains à Four Courts et les bombarde avec des canons... britanniques. La guerre civile éclate.

Septembre 1922, les pouvoirs spéciaux sont décrétés au sud. Les emprisonnements et les exécutions se suivent. L'Eglise catholique excommunie les républicains.

En six mois, le gouvernement soi-disant indépendant du sud a assassiné plus de républicains que l'armée britannique d'occupation en 6 ans. Comme le chante la ballade :

« Leurs mains de ce sang sont encore souillées, s'» d'avoir fait le travail de l'ennemi. »

En novembre 1922, le IVe Congrès de l'Internationale communiste dénonce la répression et l'Etat du sud « qui, sans hésiter, a employé l'artillerie et les munitions fournies par les Anglais, les fusils et les bombes, et même des avions avec des mitrailleuses (...). »

Pendant 10 ans, c'est la bourgeoisie compradore, qui ne fait des affaires qu'à l'ombre de l'impérialisme britannique, qui dirigera l'Irlande du Sud.

Claude LIRIA

Bibliographie : « La Résistance irlandaise » de Roger Falligot. — Petite collection Maspéro. 25F. En ventes aux Herbes sauvages.

APRES LE RESULTAT DE MARCHAIS LE 26 AVRIL

Discussion à poursuivre ...
entre un militant du PCF et un militant du PCML

«—Alors, tu es content de notre 15%, non? Tu jubiles...»
«—Non, je ne suis pas content.»

Voilà comment presque toutes les discussions ont commencé au soir ou au lendemain du premier tour entre des militants du PCF et des camarades de notre parti. Parties des résultats du scrutin, elles ont roulé sur mille sujets : les causes de ces résultats, l'attitude à prendre au second tour, les ministres communistes, l'Afghanistan et la politique de l'Union soviétique, la question de l'immigration, le passé et le présent, les luttes à mener, les conditions effectives pour un changement, la révolution, le rôle des élections dans notre pays, etc, etc...

Ces discussions, nous les avons trouvées fort intéressantes, riches et ouvertes, témoignant d'un souci commun de tirer des choses au clair pour agir mieux, aujourd'hui et demain...

Le dialogue ci-dessous, à peine imaginaire, permettra-t-il ici et là de relancer le débat et d'avancer? François, militant du PCF, et Michel, militant du PCML, échan- gent leurs points de vue :

La bipolarisation de la vie politique

François : C'est vrai, c'est un rude coup, ce recul électoral. On ne s'y attendait pas. Il y a eu une intoxic, une véritable manipulation les derniers jours; beaucoup de gens de gauche ont cru que Chirac allait être en deuxième position... et du coup, ils ont voté pour Mitterrand plutôt que pour Georges Marchais. De toutes façons, ce type d'élection présidentielle n'est pas favorable pour nous, on n'en a pas l'expérience...; tout est fait pour éliminer de la campagne les candidats qui ne seront pas au second tour. On cherche à escamoter le vrai débat, on braque dès le premier tour, les feux sur Giscard et Mitterrand et l'affaire est dans le sac... Peut-être tu ne le sais pas, mais il y a des sympathisants à nous qui regrettent de s'être faits avoir comme cela, j'en connais...

Michel : D'accord, "l'effet Chirac" a joué, cela explique sans doute l'ampleur de la perte électo- rale... mais cela n'explique pas tout.

Dans les années 60, on a dénoncé et démonté le mécanisme de l'élection présidentielle au suffrage universel... et puis, les partis, y compris opposés à cette mesure, s'en sont accommodés. Le PCF a-t-il suffisamment expliqué la supercherie de cette mesure, ces dernières années? Je n'ai pas l'impression que ça a été fait; dès 1965, avec la mise en vedette de Mitterrand comme candidat unique de la gauche, l'effort pour faire comprendre cela a été plus ou moins passé à l'as, non? Bien sûr, c'est l'ensemble de la constitution et des lois électorales qui sont anti-dé-

mocratiques, qui sont destinées à maintenir le régime, le capitalisme. Si on tait cela, rien d'étonnant à ce que des travailleurs tombent dans le panneau.

Tu vois, il y a une chose qui nous inquiète dans cette campagne, c'est qu'elle a pas mal accru le phénomène de «bipolarisation» politique en France. Les capitalistes rêvent d'un jeu politique à l'allemande, où deux forces politiques, l'une de droite dite «classique» et l'autre social-démocrate alternent au gouvernement. Grosso-modo, c'est la même politique qui est faite, au profit des grands trusts... et on canalise les aspirations populaires; l'expression propre de la classe ouvrière est alors baillonnée.

La loi des 500 parrainages va dans le même sens; j'ai entendu Georges Fiterman la critiquer, trois jours avant le dépôt des signatures devant le Conseil constitutionnel. D'accord, mais, au passage, la consigne de ton parti de refuser les signatures de ses élus à des «petits» candidats de gauche, joue le jeu d'une loi que vous désapprouvez; cela n'est pas très logique et renforce de fait le côté «bipolaire» de la politique en France. Notre parti, par son candidat, Bauby, posait de vraies questions : l'emploi, la guerre, les libertés. Contribuer à ce que sa candidature soit officielle aurait, à la mesure de nos forces bien sûr, gêné le jeu des deux, Giscard et Mitterrand, qui se sont renvoyés la balle comme s'ils étaient déjà au second tour. Je crois que les intérêts globaux de la classe ouvrière n'y auraient rien perdu...

Sur la «bipolarisation», il y a d'autres aspects : la question de l'information, de l'accès aux mass-médias, etc, etc...

L'héritage de la période du programme commun

François : Je voudrais revenir à la question du vote «utile», car il me semble que tu minimises son poids. Dès la proclamation des résultats du premier tour, la droite a exulté de joie et prétendu qu'ils étaient une sanction de la politique du PCF. D'autres, y compris à gauche ont dit que cela sanctionnait la rupture du programme commun. A l'extrême-gauche aussi, cela a été dit. Le «vote sanction», quoi! Or, moi, si je regarde autour de moi, je vois des amis, des collègues de travail, des gens qui votent habituellement pour nous qui sont allés voter Mitterrand au premier tour! Puisqu'en définitive, c'est lui qui allait battre Giscard. Ils n'ont pas compris que c'était dangereux de laisser ainsi la bride sur le cou de Mitterrand, dangereux pour l'avenir. Ils n'ont pas voulu nous sanctionner; ils restent des électeurs communistes, j'en suis sûr. Ou bien, s'il y a une «sanction», ce n'est pas pour notre ligne actuelle, nos 131 propositions mais ce

sont les conséquences de notre orientation avant septembre 77. C'est la «sanction» des illusions que le programme commun a nourries. Nous l'avons déjà dit au XXIIIe Congrès de notre parti; finalement les façons de voir la période du programme commun ont pesé vraiment très lourd, même après trois années d'explication...

Michel : Nous pensons que le programme commun, ça se paie au plan électoral aujourd'hui. Mais à qui la faute? Qui a remis Mitterrand en selle en 1965 et a fait croire à la classe ouvrière qu'il était un homme de gauche?

En 65, les camarades qui ont créé notre parti se sont battus contre la candidature Mitterrand; elle a été présentée dans la pire des confusions. Même quand on fait l'alliance avec quelqu'un, il ne faut pas masquer les divergences; sinon on produit soi-même les pires illusions. C'est vrai que en 65, puis après en 72 avec le programme commun, il y avait des communistes qui ne faisaient pas confiance à Mitterrand, en leur for intérieur ou en privé... Je m'en souviens bien. Mais, on ne disait jamais rien publiquement, ou quasi, on n'éduquait pas la conscience des travailleurs sur la ligne politique de la social-démocratie, sur sa vraie nature de classe. Des millions de travailleurs ont fait confiance au PCF dans cette orientation, car ils sont favorables à l'union qui fait la force... Mais si les bases de l'union ne sont pas claires, si les intérêts particuliers des alliés ne sont pas clairement perçus... on introduit la confusion et les illusions.

La montée du courant social démocrate

François : On a dit cela à peu près au XXIIIe Congrès; on a reconnu cela en quelque sorte... et on a même rectifié... Michel : Nous ne sommes vraiment pas sûrs que vous soyez allés au fond des choses dans l'examen du passé au XXIIIe Congrès. Je ne veux pas faire donneur de leçons, mais tout de même, il y a des chiffres : en 1969, Defferre fait 5% aux élections présidentielles, en 1981, Mitterrand en fait 5 fois plus! Vous avez bien aidé la social-démocratie moribonde...

François : Je l'arrête... Ce n'est pas notre parti qui a recréé la social-démocratie en France. Même en 69, elle existe, même si elle a essuyé une gifle électorale. Tu sais bien, les idées de collaboration de classes, ça existe en dehors de nous; c'est la bourgeoisie qui les répand pour tromper la classe ouvrière.

Michel : Nous ne disons pas que le PCF a recréé de toutes pièces une force social-démocrate en France; il y a toutes les conditions objectives pour qu'elle existe dans notre pays qui est impérialiste, où la bourgeoisie enrichie par

l'exploitation du Tiers Monde et de la classe ouvrière, possède quelques moyens de faire croire qu'entre bourgeoisie et prolétariat, ce n'est pas antagonique, que finalement le capital et le travail peuvent s'entendre, etc... Dans le mouvement ouvrier, le courant social-démocrate a toujours existé...

Nous disons que vous avez aidé la social-démocratie à se reconstituer, à gagner en crédibilité de «gauche» auprès des masses populaires. Trois ans après septembre 77, «l'image de gauche» de Mitterrand est restée la plus forte malgré le «il a viré à droite» répété plus d'une fois! Cette montée du courant social-démocrate dans notre pays nous inquiète fort aujourd'hui : elle est porteuse de «consensus» et de la collaboration de classes. Voilà pourquoi, notre parti ne s'est pas réjoui du recul électoral de ton parti : c'est qu'il profite à la social-démocratie, qu'il traduit son renforcement.

L'électoratisme

On finit toujours par récolter ce qu'on a semé. Ce que ton parti récolte... c'est l'électoratisme je crois. Quand on fait dépendre le changement de société de la conquête de la majorité électorale, on dérape facilement. C'est bien la stratégie du PCF depuis de longues années : conquérir la majorité par les urnes... et comme on ne peut pas leurrer, on arrondit les angles avec les alliés, on met de l'eau dans son vin, on canalise ou on freine les luttes qui vont faire peur à l'électorat : c'était ainsi au moment du programme commun.

Et 1968? On vend la peau de l'ours avant de l'avoir tué. On fait Grenelle... pour gagner les élections; je m'en souviens : c'était le raisonnement... Du coup, on a troqué le terrain solide des entrées-pièges contre celui piégé des isolaires... et on a perdu en partie le bon rapport de forces conquis. Je ne dis pas que c'était la révolution...mais là aussi, ton parti a introduit des illusions électoralistes en masse. Bien sûr, tout cela paraît facile...en paroles. Dans les faits, sur le terrain, c'est autre chose. Quoiqu'il en soit, il y a une chose dont nous sommes sûrs : le pouvoir aux travailleurs ne se gagnera pas par la voie électorale; cela ne s'est jamais vu car jamais les réactionnaires ne quitteront leurs places de plein gré. Faire croire cela conduit au bain de sang. Regarde le Chili : cela a été suicidaire de laisser croire qu'on pouvait changer radicalement en laissant en place l'armée, la police, les institutions des bourgeois.

Depuis des années, la stratégie de ton parti subordonne tout à la conquête majoritaire, à la prise des municipalités, aux scores électoraux; elle y subordonne les luttes de classe et la politique d'alliance... et s'enferme dangereusement dans une politique de gestionnaire dans les municipalités notamment

L'attitude du PCF depuis 78

François : On pourrait reparler de cela... mais je voudrais te rap-

porter une chose : depuis 78, depuis le XXIIIe Congrès, nous avons été clairs sur le PS, nous avons expliqué sa politique, nous n'avons pas cédé au consensus...

Mai 68 et le mouvement de la jeunesse

François : Mais enfin, le Parti socialiste existe, c'est une donnée politique en France, dont il faut tenir compte! C'est bien facile quand on est un petit parti comme le tien; on n'a pas les mêmes responsabilités...

Michel : Peut-être que j'apprécie mal le passé... mais il me semble bien que l'alliance — sans lutte —, celle qui s'est faite avec la social-démocratie, ce n'était pas la seule issue possible, la seule voie pour unir et pour développer les forces ouvrières et populaires dans le pays. Il y a eu 1968, où une nouvelle génération, celle née après guerre, arrive sur la scène politique. L'Humanité a traité les étudiants de «provocateurs» et de «fils de la haute»...et le PCF est passé à côté d'un mouvement de la jeunesse authentique dont une aspiration fondamentale était de fusionner avec la classe ouvrière. La fusion a été manquée en 68 et assez mal réalisée ensuite, et je crois que le PCF en porte une responsabilité certaine. Il y avait là un choix politique; j'ai lu récemment dans Le Peuple et dans des revues de ton parti certaines appréciations positives sur 1968, du mouvement de masse porteur d'énergies, d'aspirations et d'idées nouvelles. C'est un peu tard et combien de jeunes bras, aussi bien dans le milieu étudiant que dans la classe ouvrière, ont été découragés et dévoyés par ce choix qui a été fait en 68 et après; ou bien, beaucoup, s'ils ont continué, ont pris des voies de garages ou n'ont pas tiré toutes les leçons de cet épisode de l'histoire de notre peuple.

Sans doute y avait-il bien des naïvetés, des ignorances énormes de la classe ouvrière et des réalités de son combat... et aussi des idées anti-communistes, donneuses de leçons... mais avant toute chose, je crois, un grand enthousiasme, une disponibilité, et des consciences tout justes éveillées... A qui cela a-t-il profité au bout du compte? Quand je vois en 1981, l'extrême-gauche issue de 68 faire les yeux doux à Mitterrand et s'engager comme un seul homme dans l'orbite social-démocrate, yeux bandés et tête baissée... ou quasi... je me demande s'il n'y a pas là une indication...

En fait, il y a une réalité contradictoire; dans bien des endroits, où nous avons mené des luttes, des bagarres contre les expulsions dans les cités, des luttes longues et dures contre les licenciements, cela ne se traduit pas au plan électoral. Ceux qui sont reconnus pour mener ces luttes-là avec les travailleurs ne le sont plus au plan de l'élection présidentielle...

Michel : Peut-être n'expliquons-nous pas cela de la même manière. Depuis plus d'un an, vous dites que du côté de la classe ouvrière, c'est l'offensive, que les luttes sont d'ampleur inégale, que ceux qui ne partagent pas ce point de vue sont des «consensus» etc... Clamer que c'est l'offensive, quand les luttes sont difficiles, que la syndicalisation rencontre des obstacles sérieux, que la bourgeoisie attaque par tous les bouts depuis 76 avec son premier plan Barre, puis sans vergogne avec la liquidation de la sidérurgie, la «crise» dans l'automobile, la restriction des libertés, ça ne va pas du tout : c'est plutôt décourageant pour tous ceux qui prennent des coups. J'ai lu, dans Révolution, que D. Vidal, discutant avec Paul Laurent de la situation en région parisienne, lui attribuait l'analyse suivante : «offensive de la bourgeoisie, repli relatif du mouvement populaire, puis contre-attaque avec succès». Nous sommes

L'attitude du PCF depuis 78

François : On pourrait reparler de cela... mais je voudrais te rap-

portant une chose : depuis 78, depuis le XXIIIe Congrès, nous avons été clairs sur le PS, nous avons expliqué sa politique, nous n'avons pas cédé au consensus...

Michel : Et pourquoi, en trois années, vous n'avez pas réussi à convaincre la classe ouvrière? Cela est une question sérieuse aussi...

J'ai déjà entendu des militants découragés sans doute, dire que «tous les gens, finalement sont des cons...». Un communiste ne pense jamais cela. Ce sont dans ces «gens», ces hommes et femmes que réside la force pour transformer la société de fond en comble... et on ne peut s'en prendre qu'à nous-mêmes...

Depuis 78, il y a aussi quelque chose qui ne va pas bien : c'est, je crois, une certaine façon de «cartonner» le PS, d'être «sectaires», d'être «anti-unitaires»... et vous répondez «on ne peut pas faire l'unité avec la ligne de consensus»; c'est vrai. «Il faut faire l'unité dans la clarté», nous sommes d'accord. Mais personne n'a le monopole de la clarté... et un militant du PS n'est pas forcément d'accord avec les orientations social-démocrates. Depuis quelques mois, vous y allez tellement «carré» que vous vous isolez. Dans les entreprises, cette façon, de voir dans chaque militant CFDT un Edmond Maire et de l'attaquer bille en tête comme tel, nuit gravement à l'unité syndicale à la base. Or, l'unité des travailleurs, sur des bases de classe est urgente, absolument nécessaire. Tu le sais bien, l'unité syndicale dans les entreprises en est une composante. Une façon brutale, avec des à-priori, une façon de tout «descendre»... ce qui n'est pas ton propre parti... a contribué à éloigner des travailleurs du PCF, j'en suis sûr...

Offensive ou défensive de la classe ouvrière

François : Je ne suis pas d'accord. Certains disent qu'on s'approprie les luttes pour «refaire» notre parti, qu'on manœuvre pour être les seuls à avoir le label de la classe ouvrière... C'est cela, la campagne systématique contre notre parti, l'anticommunisme. En réalité, on est les seuls à lutter, et c'est cela que les partisans du consensus reprochent au Parti communiste français.

En fait, il y a une réalité contradictoire; dans bien des endroits, où nous avons mené des luttes, des bagarres contre les expulsions dans les cités, des luttes longues et dures contre les licenciements, cela ne se traduit pas au plan électoral. Ceux qui sont reconnus pour mener ces luttes-là avec les travailleurs ne le sont plus au plan de l'élection présidentielle...

Michel : Nous ne pensons pas que les ministres communistes au gouvernement, Mitterrand étant élu, seraient une garantie de quoi ce soit... Pour les raisons qu'on a un peu évoquées ensemble. Mitterrand, s'il est élu, passe sans engagements précis, sans programme clair exprimé devant les travailleurs : seule une mobilisation populaire pourra lui arracher quelque chose. Tu es bien d'accord que Mitterrand président va mener une politique de gestion du capitalisme; tu dis que les conditions sont moins favorables, vu le rapport de forces électoral... Que pourraient faire des ministres communistes au gouvernement dans ces conditions sinon gérer aussi le capitalisme monopoliste?

Avant 47, à la Libération, c'est l'ampleur de la mobilisation populaire gagnée dans la bataille antinazie qui imposa des réformes positives pour la classe ouvrière : dans un rapport de forces en sa faveur. C'est cela qui fut le principal moteur pour gagner ces réformes. Il faudrait étudier cela de près, bien sûr. Tu vois, les critiques que nous faisons au «programme commun de gouvernement» avant 1978, restent pour un «gouvernement d'union de la gauche» en 1981... La participation de ministres pose aussi la question de l'Etat capitaliste, de sa gestion etc...

Et notre discussion repartit sur d'autres aspects de la politique du PCF : son soutien à l'occupation soviétique en Afghanistan, Vitry, Montigny etc... Nous manquons de place pour aujourd'hui...

Discussion à poursuivre donc...

Camille GRANOT

d'accord avec les deux premiers termes, qui sont nouveaux, m'a-t-il semblé; notre parti analyse cette situation d'offensive de la bourgeoisie et de défensive de la classe ouvrière depuis bientôt deux ans; nous ne pensons pas que l'heure de la contre-attaque victorieuse soit déjà là. Et les résultats du premier tour qui reflètent une stabilité du corps électoral ne donnent pas à penser que la situation va radicalement changer sous peu.

Sommes-nous des pessimistes, des attentistes pour autant? Pas du tout : nous sommes aussi dans les luttes, souvent aux côtés ou en soutien de militants organisés dans la CGT, et aux côtés de militants de ton parti. Nous parlons plutôt de «résistance» à l'offensive bourgeoise, de batailles pour défendre les droits acquis de la classe et non d'offensive généralisée. Je ne crois pas qu'il s'agisse d'une querelle de mots; offensive ou défensive, les communistes, ça se bat toujours. Mais on se bat autrement quand on part à l'assaut ou quand on reprie ses forces afin de les consolider : autres revendications, autres méthodes de lutte; cela se discute dans chaque cas. Les méthodes «commandos» isolées qui reposent toujours sur les mêmes, au bout du compte, ça ne paie pas; nous les avons connues dans le passé. Et cela décourage des militants...

Une chose sur laquelle on semble tout à fait d'accord : c'est qu'il faudra continuer à se battre, Giscard ou Mitterrand à l'Elysée, que face à la politique de consensus, nous n'imposerons des changements réels que par nos luttes...

Les ministres communistes

François : Les luttes, c'est vrai. Il faudra aussi imposer des ministres communistes dans le gouvernement de Mitterrand, s'il est élu. C'est une condition essentielle du changement. Regarde les bonnes choses obtenues à la Libération, alors que les ministres communistes étaient au gouvernement.

Michel : Nous ne pensons pas que les ministres communistes au gouvernement, Mitterrand étant élu, seraient une garantie de quoi ce soit... Pour les raisons qu'on a un peu évoquées ensemble. Mitterrand, s'il est élu, passe sans engagements précis, sans programme clair exprimé devant les travailleurs : seule une mobilisation populaire pourra lui arracher quelque chose. Tu es bien d'accord que Mitterrand président va mener une politique de gestion du capitalisme; tu dis que les conditions sont moins favorables, vu le rapport de forces électoral... Que pourraient faire des ministres communistes au gouvernement dans ces conditions sinon gérer aussi le capitalisme monopoliste?

Avant 47, à la Libération, c'est l'ampleur de la mobilisation populaire gagnée dans la bataille antinazie qui imposa des réformes positives pour la classe ouvrière : dans un rapport de forces en sa faveur. C'est cela qui fut le principal moteur pour gagner ces réformes. Il faudrait étudier cela de près, bien sûr. Tu vois, les critiques que nous faisons au «programme commun de gouvernement» avant 1978, restent pour un «gouvernement d'union de la gauche» en 1981... La participation de ministres pose aussi la question de l'Etat capitaliste, de sa gestion etc...

Et notre discussion repartit sur d'autres aspects de la politique du PCF : son soutien à l'occupation soviétique en Afghanistan, Vitry, Montigny etc... Nous manquons de place pour aujourd'hui...

Discussion à poursuivre donc...

Camille GRANOT



Chaque semaine, notre hebdomadaire traite de questions brûlantes pour la classe ouvrière de notre pays dans tel ou tel article sur les problèmes syndicaux, le chômage, les libertés, l'immigration, la crise de l'automobile, les luttes des peuples du Tiers Monde... Les semaines passent... et souvent on nous interroge : quelle est la position du PCML sur tel point? Avez-vous abordé telle question? Et nos réponses sont dispersées dans des numéros différents. Aussi avons-nous commencé à rassembler par thèmes les articles récents les plus importants dans des petites brochures :

LES DOSSIERS DE L'HUMANITE ROUGE

Déjà sorti : Le numéro 1 : PARLONS-EN rassemblant dix articles de fond qui abordent des thèmes variés : «Le prolétariat une fois de plus enterré», «Les années 80 vues par le PS», «Défendre la paix aujourd'hui», «L'impérialisme français : ce qu'ils en disent, ce qu'ils en font», «Les oubliés d'Alain Touraine» (sur le socialisme), «La non-intervention revue et corrigée par la propagande soviétique», «Breznev, allié de l'ouvrier français?», «Y a-t-il une stratégie du déclin de la France?», «110 propositions pour en venir où», «Le PCF et l'autogestion». (Prix : 5,00 F)

A sortir : Le numéro 2 : QUESTIONS SYNDICALES traitant des problèmes de l'action, de l'unité et de la défense des syndicats.

Une brochure exceptionnelle vient de sortir : TROIS CENTS JOURS DE CAMPAGNE DANS LA PRESSE qui regroupe des dizaines d'articles parus dans la presse nationale et régionale à propos de la campagne de Pierre Bauby, «contre Giscard et contre la guerre», et qu'il n'a pu mener que jusqu'au 26 avril en raison du barrage antidémocratique des 500 parrainages. 88 pages passionnantes qui jalonnent un effort soutenu pour poser les vraies questions et proposer des solutions. (Prix : 10,00 F).

IVE CONGRES DU PCML Deux brochures encore disponibles : LES STATUTS DU PCML LE PROGRAMME DU PCML (complet) —prix unitaire : 3,00 F—

Ces brochures sont payables à la commande. Les commander à : L'HUMANITE ROUGE BP 201 — 75926 Paris cedex 19 et régler à : Presse d'Aujourd'hui Opérer des règlements séparés de ceux de l'hebdomadaire pour faciliter la gestion de ces brochures. Merci.

suite de la page 2 CE QUE SIGNIFIE LE «LIBERALISME» GISCARDIEN

Ce renforcement du rôle de l'Etat, cette inter-pénétration de l'Etat et des monopoles capitalistes privés les plus puissants, est un caractère du septennat giscardien. On a assisté à un renforcement du capitalisme monopoliste d'Etat. Ce développement du rôle de l'Etat se traduit également par la place des entreprises nationalisées et des participations de l'Etat. On compte 84 sociétés publiques, nationalisées ou d'Etat; 49 sociétés d'économie mixte et 800 filiales ou sous-filiales. Alors qu'en 1974 les investissements des entreprises nationalisées représentaient 16,9% des investissements productifs, elles en représentent aujourd'hui plus de 27%.

L'Etat a également renforcé son rôle dans le domaine des achats et des commandes. En 1977, les achats de l'Etat représentaient 10,7% du Produit intérieur brut (PIB). Dans certains secteurs, comme l'armement, l'Etat est le seul acheteur.

Cette intervention qui s'est faite principalement au profit des monopoles des secteurs de pointe de la reconstruction, a suscité des contradictions avec d'autres monopoles des secteurs délaissés. Ainsi qu'avec les PME qui ont été soumises à la mise en œuvre de cette stratégie industrielle à leur détriment.

C'est ainsi, par exemple, qu'à la fin de 1980, a été créé le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME), qui a pour fonction de concentrer entre ses mains l'attribution des crédits aux PME. Le président des PME, Gingembre, déclarait à son sujet : «Le gouvernement a créé un véritable monopole d'Etat qui pourra du jour au lendemain servir à faire peser sur les PME un joug insupportable et les soumettre à toutes les fantaisies dirigistes».

Quand Chirac s'élève contre l'étatisme, il exprime le mécontentement de ces divers capitalistes se considérant comme laissés pour compte. Mais peut-on réellement penser qu'il puisse y avoir un recul du rôle de l'Etat? Non. La tendance au renforcement des liens de l'Etat et des plus grands monopoles correspond à la concentration de l'économie capitaliste qui est actuellement dans une phase active. Les propos de Giscard ne sont que du vent destiné à obtenir un compromis électoral. L'élimination des «canards boiteux» et des PME se poursuivra, le rôle de l'Etat capitaliste dans l'économie se développera encore. Pierre BURNAND

Il faut qu'ils obtiennent leurs cartes de travail

Les trois grévistes de la faim de Lyon ont cessé leur action à la suite de la décision du ministre de l'Intérieur Bonnet de suspendre pour trois mois les procédures d'expulsion à l'égard des immigrés de la «deuxième génération» (sauf «crimes ou délits graves» dit toutefois le ministre).

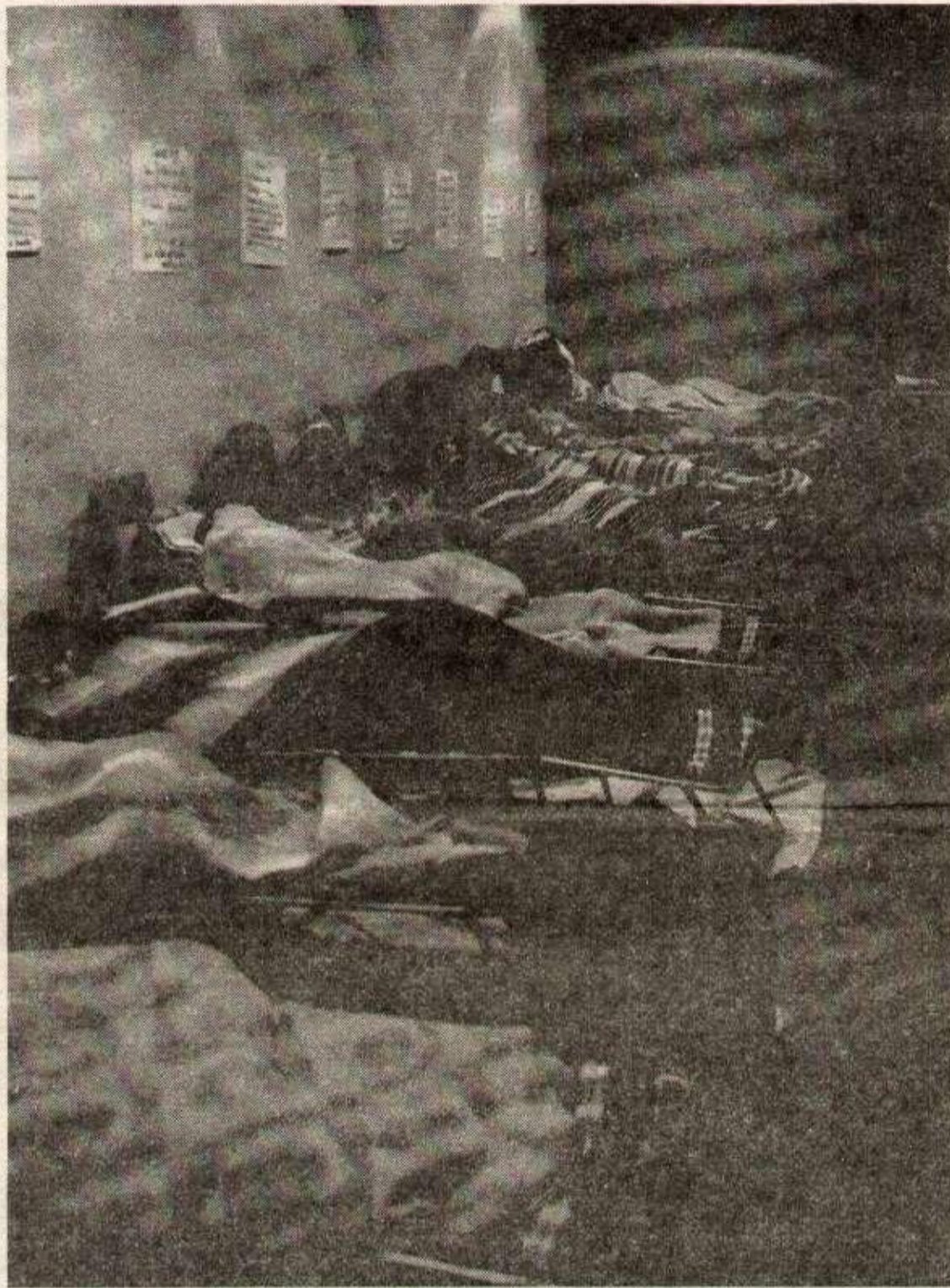
A Orléans, la femme d'un Marocain a entamé à son tour une grève de la faim : son mari, en France depuis 1971 et qu'elle était venue rejoindre en 1977 avec ses enfants, a été expulsé le 3 avril. Un parmi les 58 immigrés expulsés durant ce mois à Orléans, dont 21 à la suite d'une rafle dans un foyer...

La lutte pour la régularisation des sans papiers, contre les rafles, mesures d'intimidation et de répression policière, reste tout-à-fait à l'ordre du jour et le sera encore (quel qu'en soit le résultat) au lendemain de l'élection présidentielle. La lutte contre les expulsions surtout, cette véritable punition (aux conséquences ô combien dramatiques) que patronat et pouvoir veulent infliger à des hommes «coupables» d'avoir été licenciés, d'être victimes de trafiquants et d'exploiteurs auxquels les livre la politique même du pouvoir, ou simplement d'avoir la peau trop brune...

Cette lutte reste et restera à l'ordre du jour d'autant plus que la politique menée à l'encontre des immigrés, dont le cadre a été mis en place et l'application largement mise en œuvre sous Giscard, est l'un des instruments principaux par lequel le patronat compte faire payer à tous les travailleurs les restructurations en cours et qui vont demain se poursuivre.

A l'église Saint-Paul de Massy, après deux semaines, le moral des 21 grévistes de la faim est très bon. Certes des signes de fatigue apparaissent (tremblements, maux de gorges...), ce qui n'est pas étonnant, selon les médecins qui les suivent, chez des hommes pour qui la vie était loin d'être de tout repos, et dont, au contraire, les conditions d'existence étaient plutôt éprouvantes. Mais tous sont bien décidés à continuer : «Jusqu'au bout».

Certains lisent, d'autres dessinent... De nombreux bouquets de fleurs (lilas, muguet...) témoignent de la solidarité qui les entoure, tout comme le panneau couvert de télégrammes et messages, celui de presse, ou ceux où s'allongent les listes des partici-



Les grévistes de la faim de Massy

Par ses dispositions de plus en plus restrictives à la régularisation des travailleurs immigrés, le pouvoir multiplie les «situations irrégulières». Il livre ainsi à un patronat avide de profits une main-d'œuvre à qui ce dernier peut imposer salaires et conditions de travail bien inférieurs à ce que, par ses luttes, la classe ouvrière avait conquis dans ce pays.

Les victimes de cette politique se voient ainsi condamnées à une existence clandestine de plus en plus insupportable : les rafles policières, venues s'ajouter aux contrôles dans le métro, dans la rue, ne leur laissent plus ni un lieu ni une heure de tranquillité même relative, la menace d'expulsion pèse à tous les instants.

Pour ces travailleurs, la régularisation, l'attribution d'une carte de séjour, de travail, est la seule issue qui permette de mettre un terme à une situation d'un autre âge par laquelle l'impérialisme français prolonge le pillage des ressources humaines de pays du Tiers Monde qu'il a pillés et continue de piller par ailleurs, leur interdisant les possibilités de développement; cela mettrait en même temps un terme aux divers trafics auxquels cette situation donne lieu.

Nous soutenons pleinement la grève de la faim engagée dans ce but depuis plusieurs jours par plus de 20 jeunes tunisiens (travaillant tous en France depuis 2 ou 5 ans) dans l'église Saint-Paul de Massy. Nous souhaitons plein succès à cette action. Cela est de l'intérêt des travailleurs immigrés comme de tous les travailleurs car, par cette politique, patronat et gouvernement aggravent concurrence et division par lesquelles ils comptent peser sur les conditions d'existence de tous.

le 30 avril 1981 Le secrétariat du PCML

pants aux tours de garde, des preneurs de tracts, d'affiches, ou simplement les pages du cahier de signatures des visiteurs qui se remplissent.

Manifestation ce mercredi 6 mai, gala de solidarité en préparation : ce ne sont pas les projets ni les perspectives qui manquent au collectif de soutien!

La situation va-t-elle se débloquer rapidement? Des mesures de régularisation vont-elles être prises par les autorités administratives? Ces travailleurs vont-ils enfin obtenir les cartes de séjour et de travail pour lesquelles ils se battent, le droit de vivre «normalement», et non clandestinement comme des malfaiteurs?

Rien pour l'instant ne permet de le supposer. Les demandes du comité de négociations ont donné lieu à une rencontre avec le Préfet, mais elle n'a rien donné.

Sans doute l'échéance du deuxième tour des élections présidentielles pèse-t-elle de toute son incertitude.

Et aussi le problème soulevé n'est pas de petite importance; derrière cette grève de la faim, il y a tout le problème de ceux qui profitent de ces «irréguliers», de ces clandestins : marchands d'hommes sous l'enseigne de maisons d'intérim, entreprises plus ou moins grandes (souvent de premier plan) qui utilisent cette filière de l'intérim, celles qui emploient directement des sans-papiers, trafiquants de faux papiers... (voir article p. 6)

En solidarité avec la grève de la faim à Lyon pour l'arrêt des expulsions, le 25 avril, à Montpellier, avait lieu une journée de jeûne. C'est vrai qu'ici la police est très active question expulsions. Depuis septembre, 44 cas connus, expulsions, mais aussi contrôle, surveillance policière, activité d'indicateurs... Récemment, ce sont des travailleurs qui avaient pris part à des actions revendicatives sur des chantiers qui ont été expulsés. Un vrai climat de peur et de répression que les policiers font régner sur les immigrés. Le 14 avril au soir, 16 travailleurs sont arrêtés par la police de Montpellier; le 15, 9 autres le sont encore; le lendemain, ils sont emmenés à Sète, embarqués sur «L'Agadir», expulsés. Pendant ce temps, le président-candidat répète les mots magiques de «liberté, démocratie»! Il faut, et on peut réagir vite face aux expulsions; c'est pourquoi nous avons participé et soutenu cette journée de jeûne organisée à l'initiative du collectif, comme nous avons participé et soutenu la manifestation du MRAP, le 15 avril devant la préfecture.

Correspondance
Montpellier

ALLEZ LEUR RENDRE VISITE A MASSY!
ENVOYEZ DES TÉLÉGRAMMES AU PRÉFET DE L'ESSONNE, AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR!
ENVOYEZ VOTRE SOUTIEN FINANCIER A :
A. LAURE DELACROIX
CCP 3549439 B LA SOURCE